

SAHARA OCCIDENTAL, MALI

Les mises au point de Attaf

Lire l'article de R. N. page 3

**RÉSOLUTION DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ SUR GHAZA
L'Algérie a introduit
un amendement «capital»**

Lire l'article de **Mohamed Mehdi** page 2

Ph.: APS

LE PROJET BIENTÔT
SOU MIS AU GOUVERNEMENT
**Une stratégie
pour développer
la communication
institutionnelle** P. 4

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
**Mouvement
dans le corps des
cadres locaux** P. 3



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
**Guerre annoncée contre
les constructions Illicites**

Lire l'article de M. Aziza page 4



Résolution du Conseil de sécurité sur Ghaza

L'Algérie a introduit un amendement «capital»

Mardi, 40^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en poursuivant ses attaques meurtrières contre les civils de Ghaza et en ne respectant pas le volet des aides humanitaires préconisé par le «plan de paix», et ce, en total accord avec l'administration Trump.

Mohamed Mehdi

Après plus de cinq semaines de l'accord de cessez-le-feu, les restrictions israéliennes empêchent l'aide humanitaire d'entrer à Ghaza. La majorité des habitants de l'enclave manquent de produits de première nécessité pour faire face au froid hivernal et aux fortes pluies, alors que des dizaines de milliers de tonnes d'aide sont toujours bloquées aux points de passage en raison des restrictions et des procédures israéliennes.

Les organisations humanitaires et celles liées aux Nations Unies, comme l'UNRWA, font état de plus de 200.000 tonnes de vivres et d'aide humanitaire qui sont stockées en Égypte, en Jordanie et dans les territoires de Palestine occupée.

HAMAS, FPLP, JIHAD ET FDLP REJETENT LA RÉSOLUTION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Mardi, les principales factions palestiniennes, Hamas, FPLP, FDLP, Jihad Islamique, ont rejeté unanimement la résolution américaine adoptée, la veille, par le Conseil de sécurité de l'ONU sur l'avenir de Ghaza, considérant que le texte entériné correspondait à une «mise en tutelle» de la décision palestinienne et «sape l'autorité des Nations Unies».

Pour le Mouvement Hamas, cette résolution «ne répond pas aux revendications et aux droits politiques et humanitaires du peuple palestinien» en imposant «un mécanisme de tutelle internationale à la bande de Ghaza», ce que «rejette le peuple et les factions palestiniennes».

«De plus, cette résolution sépare la bande de Ghaza du reste des territoires palestiniens et tente d'imposer une nouvelle réalité qui bafoue les principes fondamentaux et les droits nationaux légitimes de notre peuple, le privant ainsi de son droit à l'autodétermination et à la création d'un État palestinien avec Jérusalem pour capitale», ajoute le communiqué du Hamas.

Sur la question du désarmement, le Mouvement rappelle que «résister à l'occupation par tous les moyens est un droit légitime garanti par le droit international et les conventions internationales» et que «les armes de la résistance sont liées à l'existence de l'occupation, et toute discussion relative à la question des armes doit demeurer une affaire intérieure nationale, inscrite dans un processus politique garantissant la fin de l'occupation, la création d'un État et l'autodétermination».

Pour le Front populaire pour la li-

bération de la Palestine (FPLP), cette résolution «est inapplicable» car elle «ignore la volonté nationale et n'est pas contraignante pour le peuple palestinien».

«Le FPLP rejette catégoriquement la résolution du Conseil de sécurité concernant la bande de Ghaza» qui tente «d'imposer une tutelle par le biais du soi-disant «Conseil de paix», auquel ont été octroyés des pouvoirs de transition et de souveraineté qui reproduisent l'occupation sous une nouvelle forme, marginalisent le rôle des Palestiniens et sapent l'autorité des Nations Unies».

Le Front populaire estime que la résolution soumet «le retrait de l'armée sioniste et la cessation des hostilités (...) aux conditions mêmes de l'occupation», et «restreint la reconstruction et l'aide humanitaire à ses diktats», tout en «accentuant la séparation entre la Cisjordanie et Ghaza» avec une «remise en cause du rôle et des responsabilités de l'UNRWA envers les réfugiés palestiniens».

Enfin, le FPLP «rejette les clauses relatives au désarmement et condamne la qualification de la résistance comme terrorisme».

De son côté, le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) a déclaré que «la résolution 2803 du Conseil de sécurité est désormais confrontée à une épreuve concrète». Il s'agit, selon la déclaration, pour les «responsables de sa mise en œuvre, à prendre des mesures pour mettre fin aux violations israéliennes du cessez-le-feu, et d'accélérer l'élaboration d'un plan de mise en œuvre précis et assorti d'un calendrier précis, garantissant le retrait de l'ensemble de la bande de Ghaza».

De plus, affirme le FDLP, le texte de la résolution «ne stipule pas clairement le droit sacré du peuple palestinien à un État palestinien pleinement souverain et indépendant, avec Jérusalem pour capitale, dans les frontières du 4 juin 1967».

Le Front démocratique souligne que la partie américaine doit «assumer ses responsabilités afin de mettre fin aux violations quotidiennes du cessez-le-feu par Israël et d'ouvrir les points de passage sans condition» pour «l'acheminement d'une aide humanitaire diversifiée et essentielle». Le Jihad islamique estime, lui, que la résolution américaine, «est rejetée par l'ensemble de notre peuple et ses forces, car elle vise à atteindre des objectifs que l'occupation n'a pas réussi à réaliser malgré ses guerres répétées». «Plus grave encore, cette décision sépare la bande de Ghaza du reste des territoires palestiniens, imposant une nouvelle réa-

Tebboune décoré de la plus haute distinction de l'ordre du mérite du mouvement sportif méditerranéen



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été décoré, mardi, de la plus haute distinction de l'ordre du mérite du mouvement sportif méditerranéen par le Comité international des

Jeux méditerranéens (CIJM). Cette distinction a été décernée au président de la République en reconnaissance de l'excellente organisation des manifestations sportives internationales accueillies par

l'Algérie sous sa direction et conformément à ses orientations, ainsi que pour sa politique visant à encourager les athlètes et le mouvement sportif en général, de l'élite aux clubs, écoles et universités.

ANALYSE

El-Houari Dilmli

Le Projet de Loi de finances (PLF) pour 2026, qui a été soumis hier mardi, au vote de l'Assemblée populaire

Le projet de Loi de finances (PLF) pour 2026, qui a été soumis hier mardi, au vote de l'Assemblée populaire nationale (APN), vient consolider le caractère social de l'État, qui continue de mobiliser d'importantes ressources financières, pour préserver le pouvoir d'achat et améliorer les conditions de vie des citoyens. Mais si le niveau historique des dépenses prévues dans le projet de Loi de finances consacre l'attachement de l'État à son caractère social, les règles prudentielles doivent être observées dans la gestion des finances publiques, placent des experts. Il est vrai que l'Algérie a besoin, aujourd'hui, d'une réforme profonde et globale de sa réglementation fiscale et celle relative aux transferts sociaux. Il s'agit de mettre en œuvre, au plus tôt, une réforme profonde et globale du système de recouvrement, et de revoir le système fiscal dans son ensemble. Cela prendra certes du temps, mais se répercute positivement sur le pays. Il est également important de récupérer l'impôt perdu sur le marché parallèle pour renflouer les caisses de l'Etat. Le système des transferts so-

Maîtriser la dépense publique

ciaux est mal équilibré malgré ses aspects positifs. Parce que le soutien ciblé ne va pas uniquement à ceux qui le méritent, ce qui nécessite une accélération de la numérisation et la mise en place rapide du fichier national, même si l'achèvement de ce fichier n'est pas facile, mais il doit absolument être matérialisé. Si les efforts de l'État sont louables dans ce domaine, la nécessaire résolution des problèmes de spéculation et de surfacturation est une urgence de l'heure. La solution à ce problème «dépend d'une vision technique et économique à long terme conçue par des experts pour assurer un équilibre entre le producteur et le consommateur», selon des experts qui appellent à «une plus grande audace dans la décision économique». Et même si un déficit budgétaire de 5.200 milliards de dinars est prévu par le PLF 2026, la situation économique actuelle de l'Algérie reste relativement confortable. La marge de manœuvre dans la diversification des exportations de l'Algérie est liée à l'impératif de construire une économie forte et surtout l'accélération dans la concrétisation des investissements rémunérateurs.

lité qui contredit les principes fondamentaux de notre peuple et le prive de son droit à l'autodétermination, notamment de son droit de résister à l'occupation, un droit reconnu par toutes les lois, conventions et normes internationales».

«Imposer à une partie de notre peuple, sans son consentement ni son approbation, un organe de gouvernance dirigé par les États-Unis et doté d'une légitimité internationale constitue une violation du droit international humanitaire», note encore le communiqué du Jihad islamique.

ATTAF : «PERMETTRE AU PEUPLE PALESTINIEN D'ÉTABLIR SON ETAT INDÉPENDANT ET SOUVERAIN»

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Commu-

nauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a indiqué, mardi, que l'Algérie est parvenue, lors des négociations sur le projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies concernant le «Plan de paix pour Ghaza», à y introduire un amendement «d'une extrême importance», visant à «permettre au peuple palestinien d'établir son Etat indépendant et souverain», rapporte l'APS.

Lors d'une conférence de presse qu'il a animée au siège du ministère, M. Attaf a précisé que l'Algérie «est parvenue durant les négociations à introduire un amendement d'une extrême importance à cette résolution, un amendement qui stipule que l'objectif final de cette résolution est de réunir les conditions favorables pour ouvrir la perspective d'une solution politique au conflit israélo-palestinien et permettre au

peuple palestinien d'établir son Etat indépendant et souverain».

Ahmed Attaf explique que «la résolution adoptée ne porte absolument pas atteinte aux fondements d'une solution juste, durable et définitive au conflit israélo-palestinien, telle qu'approuvée par la communauté internationale et conformément aux résolutions pertinentes de la légalité internationale».

Il souligne que la résolution adoptée rappelle également «toutes les résolutions antérieures du Conseil de sécurité relatives à la question palestinienne». «Ces résolutions constituent la doctrine onusienne pour permettre au peuple palestinien d'accéder à ses droits légitimes et légaux, à travers la fin de l'occupation de ses territoires, la concrétisation de son projet national et l'établissement de son Etat indépendant et souverain», dit-il encore à ce propos.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Sahara Occidental, Mali
Les mises au point
de Attaf



R. N.

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a indiqué, mardi, que le Conseil de sécurité n'a pas adopté les thèses marocaines concernant la question du Sahara occidental, soulignant que le dossier «n'est pas clos» et reste soumis aux Nations Unies.

Animant une conférence de presse au siège du ministère, M. Attaf a précisé que «le dossier du Sahara occidental n'est pas clos et reste soumis aux Nations Unies, au niveau de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Comité spécial de la décolonisation (C-24)».

«La résolution adoptée par le Conseil de sécurité a préservé, dans sa teneur, tous les fondamentaux de la solution à la question du Sahara occidental, sans toucher à aucun de ses éléments interdépendants et complémentaires», a soutenu le ministre d'Etat.

Outre la préservation des fondamentaux d'une solution juste, durable et définitive à la question du Sahara occidental, la résolution 2797 du Conseil de sécurité a «réalisé des acquis majeurs permettant au Front Polisario de défendre sa position sur une base solide, pleinement ancrée dans la légalité internationale», a ajouté M. Attaf. S'agissant du

règlement de la crise au Mali, Ahmed Attaf a indiqué que celui-ci passe par «les voies pacifiques et politiques inclusives», soulignant que l'Algérie a toujours été l'un des plus fervents défenseurs de l'unité de l'Etat voisin.

M. Attaf a précisé que «ce que traverse aujourd'hui l'Etat du Mali, avec l'accroissement des menaces terroristes, qui ont atteint des niveaux et une ampleur sans précédent, nous préoccupe, nous inquiète et nous attriste plus que quiconque», souhaitant que les responsables de ce pays prennent conscience que le règlement de la crise «passe par les voies pacifiques et politiques inclusives», à travers «un dialogue responsable et une réconciliation globale entre tous les enfants de ce pays, sans aucune distinction et loin de toute ingérence étrangère, qu'elle soit politique ou militaire».

«Cette inquiétude n'est pas seulement due au fait que l'Etat du Mali se trouve dans notre voisinage immédiat, mais elle découle aussi de l'engagement historique de l'Algérie à se tenir aux côtés de ce pays dans toutes les épreuves et crises qu'il a traversées depuis son indépendance», a-t-il ajouté, affirmant que «l'Algérie a toujours été et demeure encore aujourd'hui l'un des plus fervents défenseurs et promoteurs de l'unité de l'Etat du Mali, avec son territoire, son peuple et ses institutions».

Ministère de l'Intérieur
Mouvement dans le corps
des cadres locaux

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a procédé, après approbation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à un mouvement partiel dans le corps des inspecteurs généraux de wilaya, des directeurs de la réglementation et des affaires publiques, et des directeurs de l'administration locale, ainsi que des directeurs délégués de la réglementation, des affaires générales et de l'administration locale auprès des circonscriptions administratives, indique lundi un communiqué du ministère.

Ce mouvement vise à «consolider la cadence de développement et assurer l'application rigoureuse des décisions prises à cet effet,

tout en renforçant la volonté d'insuffler une plus grande dynamique à l'action locale et de donner une forte impulsion au processus de développement à travers les différentes wilayas du pays», précise le communiqué.

Le ministère de l'Intérieur a affirmé que les promotions intervenues au titre de ce mouvement «consacrent le principe d'accès des jeunes cadres aux postes de responsabilité au niveau des collectivités locales, en vue d'améliorer la performance administrative et d'assurer un service public meilleur et plus efficace au profit du citoyen».

S'agissant des inspecteurs généraux de wilaya, le communiqué fait état de «la promotion de six cadres, la mu-

tation de huit autres, la mise à la retraite de quatre cadres, et de la fin de fonctions de deux cadres».

Concernant les directeurs de la réglementation et des affaires générales, il a été procédé à «la promotion de deux cadres et la mutation de cinq autres».

Concernant les directeurs de l'administration locale, le mouvement a englobé «la promotion de six cadres, la mutation de neuf autres, la mise à la retraite de deux cadres, et la fin de fonctions d'un cadre».

Pour les directeurs délégués de la réglementation, des affaires générales et de l'administration locale auprès des circonscriptions administratives, «cinq cadres ont été promus», conclut le communiqué.

Raïna
Raïkoum
El yazid Dib

Il ne va pas s'arrêter à sa libération. Non plus à l'interdiction de lecture en prison ou aux seuls

livres religieux ou en arabe. D'une année de soins dans une garderie de malades, va ressurgir une chose, une compilation, de litanies, de geignements, de râles. Tout au bout que du négatif. Il ne faut pas l'attendre à pondre de l'art et des lettres, mais un réquisitoire d'un vécu voulu. L'aubaine est excellente pour tomber à plume mouillée, acérée, haineuse sur un sujet porteur. Le dénigrement ou l'intérieur d'un système et les mailles d'un régime qu'il prétend déceler. Tout ira pour fouiner dans les trous des cellules, dans l'iniquité des mauvaises condamnations. Et y trouver, le froid, les cafards, les mites, les cœurs galvanisés. Il ne sera pas l'écrivain mais l'accusateur. Pas le poète, mais le fabulateur. Elle est excellente cette aubaine préméditée, car l'auteur reste en quête du bon alibi désagréablement romanesque. L'inspiration au sortir d'une prison pour une cause juste; c'est le nirvana de l'écriture. Mais pour lui, le canevas épistolaire est déjà sorti du laboratoire d'outre-tombe. Il a été cogité par télépathie. On sent déjà le cri de la déprime devant une arrestation, une parodie pour

Le prochain
récit sansalien

un procès jugé expéditif. L'inhumain va faire le décor délirant de la géographie pénitentiaire. Un monde immonde. Une

surface de déni de droits.

Alger va être un Alcatraz. Une annexe à la Conciergerie ou une copie de Guantanamo. La prison où une cigarette a valeur de livre. L'imagination du pire se juxtaposera aux vieilles revanches et fera frémir les ailes sensibles. Ces commanditaires de la feuille de route l'ayant mené au billet d'écrou. Elle aura à parachever le registre des doléances, consigner les prétextes, relever la supposée oppression ethnique. Il parlera des idéaux étouffés, des rêves déçus d'une jeunesse sevrée et désabusée.

Le futur livre sur «les longues nuits d'Alger» ou autre titre captivant tel un appât générique, est depuis longtemps sténographié à Paris. Il n'attend qu'une signature. Il s'inscrit déjà dans la short liste du Goncourt de l'année prochaine. La rédaction de Gallimard n'a pas cessé de lui tisser dramatiquement l'ossature narrative. Beaucoup d'encre va couler dans la déraison éditoriale. Des plumes adeptes de la rengaine et toutes prêtes à s'aiguiser sur le dos du pays «emprisonneur» de la liberté, vont renflouer le récit épique de sa captivité.

Réunion du Gouvernement
Ouvrages artistiques dans les espaces publics, Education,
et Recherche scientifique au menu

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mardi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret présidentiel sur les ouvrages artistiques dans les espaces publics, ainsi que des communications relatives aux secteurs de l'Education, de la Recherche scientifique et de l'Environnement, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Le Gouvernement a examiné, en premier lieu, un projet de décret présidentiel fixant les conditions et les modalités de réalisation des ouvrages artistiques dans les espaces publics et leur entretien.

Ce projet de texte vise à établir un cadre réglementaire pour la création et la réalisation d'œuvres d'art dans l'espace public, notamment des statues, des monuments et des mémoriaux, qui reflètent l'importance historique, culturelle et sociale de la nation algé-

rienne et ce, en définissant les conditions et les modalités de leur création et de leur réalisation, ainsi que les normes et spécifications techniques et esthétiques applicables.

Par ailleurs, et dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du Président de la République, relatives à l'amélioration des conditions matérielles et de services au niveau des écoles primaires, le Gouvernement a entendu une communication sur le plan d'action d'urgence destiné à améliorer la qualité de la scolarité des élèves, notamment en ce qui concerne l'alimentation, l'entretien, le chauffage, le transport et la mise à disposition de personnel pour l'année scolaire en cours, en particulier au profit des élèves vivant dans des zones reculées et rurales.

Le Gouvernement a également entendu une communication sur les mécanismes d'appropriation du transfert technologique

et la construction d'un modèle de développement national fondé sur l'innovation et les résultats de la recherche scientifique, dans le cadre du renforcement du rôle économique des universités.

La feuille de route élaborée à cet effet, prévoit la mise en place d'un réseau national intégré, regroupant tous les laboratoires et plateformes technologiques des universités et des centres de recherche, afin d'optimiser l'utilisation des ressources techniques et humaines, de bâtir une souveraineté technologique durable et de créer une nouvelle dynamique de croissance industrielle et économique.

Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur la nomenclature nationale des filières de recyclage et de valorisation des déchets. A cette occasion, il a été mis en exergue la stratégie adoptée par

les hautes autorités du pays, portant sur la transition vers une économie circulaire, notamment à travers la valorisation des déchets comme étant un levier stratégique de développement durable, permettant à la fois de préserver les ressources naturelles, de réduire la dépendance aux matières premières importées et de créer des emplois locaux dans les filières vertes.

Cette stratégie s'articule autour du déploiement des filières structurées de recyclage et de valorisation couvrant l'ensemble du territoire national, de la mise en œuvre de la responsabilité élargie du producteur afin d'impliquer pleinement les industriels dans la gestion et le financement de la fin de vie des produits et du développement d'infrastructures modernes, visant à transformer les déchets en ressources et en énergie.

Ministère de l'Intérieur Guerre annoncée contre les constructions Illicites

M. Aziza

Les pouvoirs publics ont déclaré la guerre aux constructions illicites, annonçant la multiplication des actions pour éradiquer ce fléau. Si les opérations de démolition sont menées depuis plusieurs années, cette fois, et conformément aux directives du président de la République, une approche proactive est mise en œuvre. Elle vise non seulement à démolir, mais surtout à empêcher l'achèvement de toute construction illégale dès son apparition.

Dans ce cadre, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a ordonné la mobilisation de commissions, d'équipes de suivi et d'agents qualifiés, ainsi que l'intensification des contrôles sur les chantiers « de jour comme de nuit et même durant les jours fériés ». L'objectif est d'accélérer l'émission et l'exécution des décisions de démolition dès la constatation de l'infraction, quel que soit l'état d'avancement des travaux, comme le rapporte le journal El Khabar.

Le ministère a également exigé la mise à disposition de tous les moyens nécessaires, « sans relâche ni retard », tout en protégeant les terrains et biens fonciers récupérés. Il appelle à leur exploitation rapide afin de prévenir toute nouvelle tentative d'appropriation illégale.

Dans cette logique, une instruction stricte a été adressée aux walis, walis délégués, chefs de daïra et présidents d'assemblées communales pour renforcer la lutte contre les constructions anarchiques et les violations des règles d'urbanisme.

Les services du ministère ont à travers la correspondance n°13115 datée du 22 octobre 2025 mis l'accent sur la nécessité d'un suivi particulier et rigoureux de ce dossier à travers toutes les wilayas du pays, confor-

mément aux orientations du Premier ministre. Le ministère insiste aussi sur la transmission régulière de rapports périodiques concernant l'avancement du traitement de ce dossier et les mesures prises sur le terrain.

RENFORCEMENT DU CONTRÔLE DANS LES ZONES SENSIBLES

Le ministère a approuvé, dans ce sens, plusieurs mesures opérationnelles pour lutter contre les constructions anarchiques et les violations des règles d'urbanisme, en commençant par le renforcement du contrôle et la prévention des infractions. Selon la même source, cela passe par l'activation du rôle des commissions, des équipes de suivi et des agents qualifiés, en se concentrant sur les zones sensibles et classées à risque, telles que les abords des oueds, afin d'empêcher leur exploitation pour des constructions illégales, et en prenant des mesures répressives immédiates contre les contrevenants. Enfin, la correspondance recommande de renforcer la coordination entre les différents acteurs de l'urbanisme, d'organiser des sessions de formation pour les agents de contrôle et de mener des campagnes de sensibilisation avec la société civile pour promouvoir la culture urbaine et le respect des règles.

Les constructions illégales non habitées, précise-t-on, doivent être démolies sans délai dès la constatation de l'infraction, sauf pour les dossiers relevant de la loi 08-15 et du décret 22-55. Les habitations déjà occupées, quant à elles, ne peuvent pas être démolies conformément aux décisions du Conseil des ministres du 20 février 2023.

Le ministère appelle également à la mise à jour des plans d'urbanisme, à l'activation des guichets uni-

ques et à l'accélération du traitement des dossiers de mise en conformité.

Il recommande enfin de renforcer la coordination entre les acteurs, de former les agents de contrôle et de lancer des campagnes de sensibilisation en partenariat avec la société civile.

L'ASSOCIATION AL AMAN A PLAIDÉ POUR LA SENSIBILISATION « RÉPRESSIVE »

Le président de l'Association « Al Aman » pour la protection des consommateurs, Hassan Menouar, a affirmé que la sensibilisation contre ce type de dépassements ne peut être menée par les services de l'Etat. A ce propos, il a rappelé que « l'Algérie compte 1.548 communes, dont 1.541 disposent de bureaux de contrôle de l'urbanisme dotés de moyens et de personnels qualifiés, notamment des architectes et des ingénieurs en génie civil ». Il a ajouté que « 250 daïras disposent également d'une police de l'urbanisme ».

Dans une déclaration au « Le Quotidien d'Oran », M. Menouar a insisté sur la nécessité d'un véritable rapport de force publique. « Il faut que les gens aient peur de construire n'importe où et n'importe comment », dit-il. Il a même appelé à imposer des contrats de suivi architectural aux auto-constructeurs, précisant que « même si le terrain leur appartient, la ville, la façade et la rue appartiennent à l'Etat ». Le président de l'association Al Aman a également plaidé pour une évaluation exhaustive de l'application de loi 08-15, relative à la régularisation des constructions achevées ou inachevées, non conformes ou édifiées sans permis.

Secteur minier Des opportunités pour diversifier l'économie nationale

El-Houari Dilmi

L'importance stratégique de Gara Djebilet ne réside pas seulement dans le fait qu'il soit l'une des plus grandes réserves de fer au monde, mais aussi dans le fait qu'il constitue une pierre angulaire de la vision du président de la République pour construire une économie diversifiée et durable », a indiqué, hier mardi, Djamel Eddine Choutri, directeur de cabinet de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines chargée des mines. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Djamel Eddine Choutri a expliqué qu'« aujourd'hui, le projet est devenu une réalité et est entré dans la phase de réalisation et d'exploitation effective, avec des contours qui commencent à se dessiner sur le terrain, ouvrant ainsi de grandes perspectives et des opportunités supplémentaires pour diversifier les sources de l'économie nationale », a-t-il souligné. L'invité de la Radio a également indiqué que le secteur minier en Algérie « n'est plus une activité secondaire marginale de l'économie nationale, mais est devenu aujourd'hui l'un des piliers sur lesquels l'Etat compte pour se libérer progressivement de la dépendance aux hydrocarbures ». « Ceci grâce aux projets lancés permettant d'augmenter la contribution du secteur minier au PIB qui est actuellement de l'ordre de 1%, mais les prévisions indiquent une augmentation significative de ce taux dès l'achèvement des projets de Gara Djebilet, de phosphate dans certaines wilayas de l'Est, et de zinc et plomb à Béjaïa », a-t-il ajouté.

« Le projet Gara Djebilet, avec ses réserves estimées à 3,5 milliards de tonnes, est devenu un projet industriel intégré s'étendant sur trois wilayas du Sud-Ouest, à savoir Tindouf, Béchar et Naâma », a encore indiqué le chef de cabinet de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines chargée des mines. Et d'ajouter : « la première unité de production et de traitement du minerai de fer devrait entrer en service au cours du premier trimestre de l'année 2026 à Tindouf, avec une capacité de production estimée à 4 millions de tonnes par an, ce qui permettra d'injecter la première quantité sur le marché national, ce qui ouvrira la voie à une réduction progressive des importations ». Ce processus sera renforcé par deux unités supplémentaires de production de fer dans les wilayas de Béchar et Naâma, dont la création est en cours en partenariat avec le groupe Tosyali et la société nationale de fer et d'acier «Ferial », a encore expliqué l'hôte de la Radio.

« Après l'achèvement de l'unité de Béchar, une troisième unité industrielle sera lancée à Naâma pour la

production de boulettes de fer, qui sont des matières semi-finies très demandées sur les marchés mondiaux, avec une capacité pouvant atteindre 6 millions de tonnes par an », a expliqué le même responsable, ajoutant que ce projet « attend l'approbation finale du Conseil des ministres et la mobilisation des financements nécessaires, que ce soit par des investissements directs ou dans le cadre d'un partenariat, en utilisant des technologies innovantes pour augmenter la valeur ajoutée ».

UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

« L'Algérie a réussi à surmonter les défis techniques complexes auxquels le projet a été confronté, notamment en réduisant la teneur en phosphore du minerai de fer extrait de 0,8% à 0,2%, ouvrant ainsi la voie à une utilisation normale du fer local dans les industries nationales », a indiqué Djamel Eddine Choutri, précisant que « l'impact du projet ne se limite pas à l'industrie, mais contribue également à créer un nouvel environnement et une nouvelle dynamique sociale et économique dans des régions qui étaient considérées comme presque isolées jusqu'à récemment ». « On s'attend à créer 250 postes de travail directs à Tindouf entre la mine et l'unité industrielle, et 800 postes de travail directs à Béchar lors de l'ouverture de la deuxième unité industrielle, en plus d'un grand nombre de postes de sous-traitance et de services d'accompagnement tels que le transport et l'émergence d'entreprises de sous-traitance », a encore expliqué l'invité de la Radio.

Concernant le transport, Choutri a affirmé que le projet de ligne ferroviaire reliant Gara Djebilet à Béchar - dont la réalisation est achevée - entrera officiellement en service au début de l'année 2026 conformément aux engagements annoncés par le président de la République, ce qui contribuera également au soutien du développement local dans ces wilayas. Le même responsable a également indiqué que le projet de Gara Djebilet « peut être considéré comme étant parfaitement à son époque en raison de l'augmentation des besoins actuels des usines de fer, estimés à 10 millions de tonnes par an, et qui sont susceptibles d'augmenter avec l'expansion des complexes de Bellara à Jijel et de Bethioua à Oran ». En ce qui concerne l'investissement, « 135 millions de dinars ont été injectés pour équiper la mine et l'unité de production à Tindouf, en plus d'un investissement massif estimé à 800 millions de dollars pour la réalisation de l'unité de Béchar pour la production de concentré de minerai de fer en partenariat avec Tosyali et Ferial », a-t-il conclu.

Accidents de la route 40 morts et 1710 blessés en une semaine

Quarante (40) personnes sont décédées et 1710 autres ont été blessées dans 1393 accidents de la circulation, survenus durant la période du 9 au 15 novembre, à travers le territoire national, indique mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Djelfa, avec 5 morts et 26 blessés, suite à 10 accidents de la route, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont

effectué 1914 interventions pour l'extinction de 1270 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (117 incendies), Blida (106) et Tlemcen (79). Concernant les opérations diverses, 6113 interventions ont été effectuées, durant la même période, pour le sauvetage de 523 personnes en situation de danger et l'exécution de 5396 opérations d'assistance, conclut le bilan.

Le projet bientôt soumis au gouvernement Une stratégie pour développer la communication institutionnelle

Le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a révélé, lundi à Alger, que son secteur présentera au gouvernement, dans les prochains jours, le projet de la stratégie nationale de développement de la communication institutionnelle. Présentant un exposé devant la commission de la culture, de la communication et du tourisme à l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, M. Bouamama a expliqué que le ministère de la Communication avait élaboré un projet de stratégie nationale de développement de la communication institutionnelle, visant à «consolider la confiance entre les institutions de l'Etat et le citoyen», et ce, dans le cadre de «la vision globale du secteur de la communication, fondée sur la promotion de la communication institutionnelle», laquelle constitue «la pierre angulaire pour asseoir la souveraineté médiatique et un outil efficace pour refléter l'image adéquate des institutions et structures de l'Etat». Le projet de cette stratégie sera soumis au Gouvernement pour débat et enrichissement «dans les prochains jours», a fait savoir le ministre qui a souligné que son secteur mise sur cette stratégie pour «opérer un changement fondamental et global», étant donné que ses résultats «se répercuteront de manière directe et tangible sur tous les aspects, y compris la vie quotidienne du citoyen, partie prenante dans le processus de communication de l'Etat et au cœur des priorités du Gouvernement, confor-

mément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune». Le ministre a mis en avant, à cette occasion, l'importance du secteur de la Communication dans «l'accompagnement de la bataille de la conscience et de l'édification nationale, la réalisation du développement durable, la gestion des défis, la préservation de la sécurité identitaire, ainsi que la protection du pays contre les campagnes de dénigrement et de désinformation», ce qui impose «son développement et la promotion de ses performances, en s'appuyant sur une approche fondée sur l'évaluation, la correction, l'organisation, la modernisation et la numérisation». Partant du rôle prépondérant des médias nationaux, le ministère veille à «soumettre au gouvernement une feuille de route comprenant l'arsenal juridique régissant le secteur, dont les textes d'application sont presque finalisés, ce qui permettra l'installation de l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel, de l'Autorité de régulation de la presse écrite et électronique, du Conseil supérieur de la déontologie et de l'éthique de la profession de journaliste, outre la délivrance de la carte nationale de journaliste professionnel, l'octroi des licences d'activité pour les chaînes de télévision, l'attribution de cartes électroniques aux correspondants des médias étrangers, ainsi que l'accréditation de bureaux de médias étrangers en Algérie».

Cet arsenal juridique englobe également l'accès des médias nationaux aux annonces et financements du

Fonds d'aide à la presse, relancé, poursuit M. Bouamama, ajoutant que « l'année prochaine verra la finalisation du dispositif juridique avec le lancement de l'organisation et de la régulation des activités de sondage, afin d'assurer la crédibilité et la transparence des enquêtes d'opinion et d'en faire un outil sur lequel les pouvoirs publics puissent s'appuyer dans leurs décisions, outre la régulation des activités publicitaires en vue de protéger le consommateur et consacrer la concurrence loyale. Par ailleurs, le ministre a évoqué la proposition de son département ministériel relative à la révision de la valeur financière du Prix du président de la République du journaliste professionnel ainsi que des conditions de son attribution. M. Bouamama a également évoqué les projets de l'Agence Algérie Presse Service (APS) dans le domaine du renforcement de la cybersécurité et celui relatif à la réalisation de la nouvelle cité médiatique «Dzair Media City», en cours de réalisation «sous la supervision du Premier ministre et en coordination avec les secteurs concernés, conformément aux instructions du président de la République à cet égard».

En matière de coopération, le ministre de la Communication a rappelé l'engagement de son secteur à «diversifier les relations de partenariat avec les pays arabes et africains à travers l'actualisation des accords bilatéraux et la conclusion de nouveaux accords, en plus de l'établissement de nouveaux partenariats étrangers dans les domaines de la formation et de l'échange d'expertises».

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA De: MASCARA

DAIRA D'EL hachem

COMMUNE D'EL hachem

NUMERO D'IMMATRICULATION FISCALE: 098429079073211001

ADRESSE : RUE EL IMIR ABDELKADER – hachem

AVIS D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 02 /2025

Le président de l'assemblée populaire d'EL HACHEM lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales relatif au projet cité en-dessous :

Location Du Bus Pour Le Transport Scolaire Durant L'ANNEE 2026

LOT N°01:Itinéraire (HACHEM-DOUAR KHENAITIA SAKEN PASSANT AU DOUAR KHENAITIA OUED) 02 bus de 30 places et plus ou un bus de 60 places et plus

LOT N°02:Itinéraire (HACHEM-DOUAR OULED BEN AMAR PASSANT AU DOUAR REMAIIA) 01 bus de 30 places et plus

LOT N°03:Itinéraire (HACHEM-DOUAR AIN MENSSOUR) 03 bus de 30 places et plus ou 02 bus de 45 places et plus ou un bus de 100 places et plus

* Les entreprises qualifiées dans le domaine intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges corrigé auprès du bureau d'équipement APC EL HACHEM contre un paiement de 3.000,00 DA, accompagnée leurs offres ; des pièces et documents en cours de validité à savoir :

1-Le dossier de candidature contient :

- Une déclaration de candidature dûment datée, remplie, signée et paraphée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint).
- Une déclaration de probité dûment datée, remplie, signée et paraphée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint).
- Une Copie du décision d'exploiter le transport de passagers
- Une copie du registre de commerce en relation avec activité (le transport de passagers)
- Une Copie du Statut (pour la société).
- Une Copie du Pouvoir de Signature pour (pour la société).
- Une copie du récépissé de dépôt comptes sociaux de société auprès de la CNRC (pour les sociétés soumises à la loi algérienne).
- Une copie de seul régime fiscal élémentaire TVA (C 20) pour les non-assujettis

-NB:les pièces de dossier de candidature sont des pièces obligatoires lors de l'ouverture

2-L'offre technique contient :

- Une déclaration à souscrire dûment datée, remplie, signée et paraphée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint)
- Le présent cahier des charges dûment datée, remplie, signée et paraphée par le soumissionnaire portant à la dernière page, la mention manuscrite (Lu et Accepté)
- Un mémoire technique justificatif datée, remplie, signée et paraphée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint)
- Délai de livraisons remplie, signée et paraphée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint)
- Fiche d'information pour le soumissionnaire remplie, signée et paraphée (selon modèle ci-joint)

3 – L'offre financière contient :

- La lettre de soumission datée, remplie, signée et paraphée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ci-joint, dûment datée, remplie, signée par le soumissionnaire.

Le détail quantitatif et estimatif (DQE) ci-joint, dûment datée, remplie, signée par le soumissionnaire

- La date limite du dépôt des offres est fixée au plus tard 10 jours après la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux et dans le BOMOP ou presse électronique avant 11:00 h au niveau de la commune d'El Hachem. Si ce jour coïncide un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant
- les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Les offres sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention «dossier de candidature», « offre technique» ou « offre financière », selon le cas
- ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres –
- appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 02 /2025

Location Du Bus Pour Le Transport Scolaire Durant L'ANNEE 2026

- LOT N°01:Itinéraire (HACHEM-DOUAR KHENAITIA SAKEN PASSANT AU DOUAR KHENAITIA OUED) 02 bus de 30 places et plus ou un bus de 60 places et plus
- LOT N°02:Itinéraire (HACHEM-DOUAR OULED BEN AMAR PASSANT AU DOUAR REMAIIA) 01 bus de 30 places et plus
- LOT N°03:Itinéraire (HACHEM-DOUAR AIN MENSSOUR) 03 bus de 30 places et plus ou 02 bus de 45 places et plus ou un bus de 100 places et plus

- L'ouverture des plis se feront à 11:00 h, en séance publique le même jour de dépôt des offres avec la possibilité de la présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

* Les soumissionnaires resteront engagés de leurs offres pendant une durée de préparation de l'offre augmentée de trois (03) mois.

El hachem le 19 NOV. 2025

LE PRESIDENT DE L'APC

Ministère du travail, de l'Emploi et de la sécurité Sociale
Caisse Nationale des Assurances Sociales des Travailleurs Salariés
Agence de Mostaganem, 11, Route du littoral tigidit
Numéro d'identification fiscale (NIF) : 098127019000533

Avis d'attribution provisoire d'un marché

En application des dispositions de l'article 37 du cahier des charges, la Caisse Nationale des Assurances Sociales des Travailleurs Salariés "CNAS", Agence de Mostaganem informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres N°03/2025 du 24/09/2025 relatif à l'aménagement du centre de diagnostic, de soins et de dépistage CDDS à Mostaganem que l'opération est attribuée provisoirement à l'entreprise EURL SOCOVECH qui a obtenu la meilleure note.

Résultats de l'évaluation

Candidat retenu	NIF	Note obtenue	Montant	Délai de réalisation
EURL SOCOVECH	099902090324349	389 points	142 262 482.95 DA	Quatorze (14) mois

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats sont invités à se rapprocher des services de la sous direction de la ressource humaine, des moyens matériels, des réalisations, des archives, et du patrimoine, au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis d'attribution provisoire du marché, pour leur communiquer ces résultats, par écrit.

Le soumissionnaire qui conteste cette attribution provisoire du présent marché peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la CNAS, Route des deux bassins, Ben Aknoun, Alger dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou dans les presses électroniques ou dans le BOMOP.

Passé ce délai, aucun recours ne sera pris en considération.

La direction

ANEP N° 2531101096 Le Quotidien d'Oran 19/11/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION

SERVICE DE LA PLANIFICATION ET DES MOYENS.

2^{ème} MISE EN DEMEURE

L'entreprise ETB TCE Tounsi Youb sise à N° 16 « B » Belarbi Wilaya de SIDI BEL ABBES, titulaire du marché n° 73/2025 approuvé le 18/05/2025 visé par les services du contrôleur financier sous le n° 496 en date du 21-05-2025 relatif à l'aménagement de la polyclinique de "BENZEMAA BENSABEUR" ET POLYCLINIQUE "ARIF DJILALI" À SIDI BEL ABBES.

- Vu L'ordre de service (démarrage) n°33 du 25-05-2025.
 - Suite à l'expiration de délai de réalisation de 04 mois le 24-09-2025.
 - Et suite au rapport présenté par le bureau d'étude chargé de la mission suivi en date du 12-11-2025 indiquant l'expiration du délai contractuel et non achèvement des travaux.
 - Et suite au rapport présenté par CDE en date du 12-11-2025 indiquant les réserves concernant les travaux d'étanchéité au niveau de la polyclinique.
- Est mise en demeure pour la deuxième fois afin d'honorer ces engagements contractuels sous huitaine (08) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale.

Faute de quoi, il lui sera fait application des mesures coercitives prévues par la réglementation seront prise à l'encontre de la société.

G20, fragmentation mondiale et émergence africaine

Analyse critique d'un forum en mutation

Par **Rédha Tir***

Suite et fin

En réalité, derrière ces débats techniques, il y a deux façons opposées d'imaginer la finance. Pour les pays riches, il s'agit d'un système à contenir. Pour beaucoup d'économies émergentes, c'est un outil fragile, exposé aux chocs extérieurs, et indispensable à leurs trajectoires de développement. Le G20 pourrait être l'endroit où ces deux lectures dialoguent vraiment. Pour l'instant, il reste un espace où l'on participe, mais où l'on ne réécrit pas. Et c'est cette frustration, silencieuse mais réelle, qui pousse certains émergents à construire d'autres institutions, parce qu'ils ne trouvent pas dans les enceintes classiques la place nécessaire pour défendre leurs propres priorités.

V. LÉGITIMITÉ POLITIQUE ET BATAILLE DES RÉCITS : LE G20 FACE À SES CONTRADICTIONS PROFONDES

Dès que l'on tente de comprendre ce qui fonde la légitimité du G20, on se heurte à une idée bien ancrée : celle qui voudrait que la présence des grandes économies suffise, par elle-même, à conférer de l'autorité à ce forum. Cette vision est trompeuse. Slaughter l'a souvent rappelé : une institution ne tient pas seulement par le poids de ceux qui la composent, mais par l'histoire qu'elle parvient à raconter, par la cohérence qu'elle imprime à un monde traversé de tensions et d'attentes contradictoires. Et c'est justement là que le G20 trébuche. Il fonctionne, oui ; il discute, il coordonne parfois. Mais il ne raconte rien. Il n'a jamais formulé un récit qui dépasse la gestion technique des crises, jamais proposé une vision susceptible de rassembler ou de projeter. Sa naissance improvisée, son absence de socle juridique, son caractère presque éphémère d'une présidence à l'autre l'empêchent d'apparaître comme autre chose qu'un lieu de passage. Il accueille des puissances très différentes, mais ces voix ne se transforment pas en horizon commun. Ce décalage entre le rôle qu'il voudrait assumer et la réalité de ce qu'il peut accomplir alimente un malaise diffus.

Postel-Vinay l'a montré : le G20 prétend représenter la diversité du monde, mais il ne répond devant personne. Il veut orienter la gouvernance globale, mais ne possède aucun instrument contraignant. Il se présente comme un espace de dialogue, mais les rivalités profondes Washington et Pékin, Bruxelles et certaines économies émergentes traversent toutes ses réunions. On se retrouve alors avec un forum qui parle au nom du monde sans disposer des moyens politiques ou institutionnels permettant de soutenir cette prétention.

De là naît cette instabilité dont parle Slaughter : une inquiétude récurrente, presque un défaut de respiration, où chaque sommet doit, en quelque sorte, prouver qu'il mérite encore d'exister.

Cette fragilité est devenue nettement plus visible pendant les années Trump. Luckhurst décrit très bien le choc qu'a représenté, au sein du G20, l'arrivée d'une diplomatie américaine qui ne croyait plus dans la coopération multilatérale. Le retrait de Washington sur le climat, les bras de fer commerciaux, la contestation ouverte des organisations internationales ont eu un effet domino.

Le G20 a soudain découvert

qu'un de ses membres centraux pouvait décider, sans prévenir, de ne plus jouer le rôle attendu de lui. Jusqu'alors, un accord tacite existait : malgré les divergences, les grandes puissances partageaient un minimum de vision commune. Cette base a disparu. Les réunions se sont transformées en exercices de communication, où l'on cherchait surtout à éviter l'effondrement symbolique du format. On publiait des déclarations prudentes, des compromis qui ne changeaient rien, simplement pour maintenir l'illusion d'un front uni.

Ce qui frappe, quand on regarde ce qui s'est passé après la parenthèse Trump, c'est que le trouble ne s'est pas évaporé. Washington n'a pas retrouvé cette voix qui, jadis, donnait une direction claire au multilatéralisme. L'Europe, empiétrée dans ses divisions internes, parle sans vraiment être entendue. Pékin suit un autre chemin : sa manière de penser la légitimité passe moins par des principes universels que par la preuve concrète de ce qu'elle peut accomplir. Quant aux économies émergentes, elles avancent souvent à pas mesurés, entre affirmation et retenue. On se retrouve alors avec un G20 qui n'est plus structuré autour d'une histoire dominante, mais traversé par plusieurs récits qui ne se rejoignent pas vraiment.

Kirton et Kokotsis poussent l'analyse plus loin : le problème n'est pas seulement ce que le monde perçoit du G20, c'est aussi ce que le G20 ne parvient plus à être pour lui-même. Les alliances y sont mouvantes, changeantes selon les sujets. Le bloc émergent n'agit pas toujours de concert. Les pays du Nord ne défendent plus une ligne unique. Chacun arrive avec sa propre manière de voir ce que devrait être l'ordre international, mais cette diversité ne débouche pas sur une synthèse. Elle reste juxtaposée. Pour certains Européens, le G20 doit prolonger le multilatéralisme libéral ; pour les États-Unis, c'est surtout un outil souple, sans contrainte ; pour la Chine, un espace où légitimer certaines réformes ; pour beaucoup d'émergents, une scène où exprimer des frustrations sans toujours pouvoir les convertir en règles.

Cette fragmentation produit une fragilité plus profonde : lorsque l'institution ne parvient plus à dire ce qu'elle représente, elle peine à orienter quoi que ce soit. Les crises passent, les déclarations s'empilent, mais l'ensemble manque d'axe. La « bataille des récits » devient alors centrale : chaque puissance essaie d'utiliser le forum pour donner du sens à sa propre trajectoire, sans que cela ne débouche sur une vision commune. Le G20 devient un lieu où différentes ambitions se croisent, mais sans se transformer en action collective.

Ce manque d'histoire partagée a des effets très concrets : il ralentit la capacité du forum à anticiper, à cadrer les discussions, à donner une direction aux institutions internationales. Le G20 aurait pu devenir une pièce maîtresse de la gouvernance mondiale ; il se retrouve suspendu entre l'idée d'un directoire et l'incapacité à en assumer les implications. C'est cette ambiguïté-là qui pèse aujourd'hui, à l'approche de la présidence sud-africaine : une présidence qui devra tenter de réinsuffler du sens à un format devenu le reflet des contradictions d'un monde fragmenté.

VI. LE G20 2025 EN AFRIQUE DU SUD : UN SOMMET CHARNIÈRE DANS UN MONDE FRAGMENTÉ

Quand Pretoria se prépare à recevoir le G20 en 2025, elle n'accueille pas seulement un grand rendez-vous diplomatique. Elle se retrouve face à une scène mondiale qui tremble, où plus rien ne s'organise selon les repères familiers de la fin du siècle dernier. Tout bouge en même temps : la place des puissances, l'autorité de ceux qui écrivent les règles, la façon même dont on juge la légitimité des institutions. Ce sommet ressemble moins à une célébration qu'à un passage à l'épreuve. On ne vient pas y chercher une simple liste de décisions ; on y prend la mesure de l'état réel du monde. Les travaux de Kirton, Parlar Dal, Luckhurst ou Postel-Vinay l'ont bien montré : un sommet du G20 n'est jamais seulement une négociation technique. C'est un miroir. Et parfois, ce miroir renvoie une image fissurée.

La position sud-africaine est particulière, presque inconfortable. Elle incarne, malgré elle, la voix d'un continent que les grandes enceintes multilatérales écoutent encore trop distraitement. En même temps, sa place au sein des BRICS lui donne une portée que peu d'acteurs africains possèdent, une sorte d'autorité contradictoire : parler pour ceux qui n'ont pas de siège autour de la table, tout en sachant qu'elle n'est pas mandatée pour les représenter tous. Elle est seule à occuper ce fauteuil africain dans le G20, ce qui lui donne une visibilité immense mais une responsabilité lourde, peut-être même impossible. Et cette double insertion dans le club des vingt et dans l'univers plus mouvant des BRICS+ l'oblige à un exercice d'équilibre permanent entre attentes africaines et pressions géopolitiques.

Le moment où se tiendra la réunion n'a rien d'apaisé. L'économie mondiale avance dans une sorte de semi-brouillard : inflation tenace dans certaines régions, essoufflement de la croissance chinoise, politiques monétaires étouffantes, endettement insoutenable pour beaucoup de pays du Sud, chaînes de valeur qui se rétractent, transition énergétique hésitante, rivalités technologiques, militarisation rampante des interdépendances, intensification des chocs climatiques. Dans ce paysage, les pays africains encaissent les coups avant les autres, et ils reçoivent l'aide en dernier.

La question de la dette est emblématique. Les dispositifs internationaux patinent, et cette paralysie est largement documentée par Henning et Walter : trop d'acteurs différents, trop d'intérêts irréconciliables, trop de règles qui ne s'accordent plus. Le fameux Common Framework du G20 devait simplifier les restructurations ; il se heurte à une réalité où plus personne n'a vraiment le pouvoir d'imposer une coordination. Pretoria se trouve donc face à une équation presque ingérable : comment redonner du souffle à un mécanisme que beaucoup jugent déjà dépassé ?

La question climatique ajoute une tension supplémentaire. Ce n'est pas nouveau : depuis des années, les pays du Sud répètent que les grandes puissances n'ont jamais vraiment tenu leurs promesses en matière de financement vert. Besada, Cooper et Lisk le soulignent

bien : les annonces du G20 sont souvent ambitieuses, mais l'argent arrive lentement, parfois pas du tout. Pour l'Afrique du Sud, qui accueillera la réunion de 2025, cette réalité n'a rien d'abstrait. La crise climatique frappe son continent de plein fouet : sécheresses longues, insécurité alimentaire, érosion des terres, déplacements de population. Elle sait que les pays africains ne peuvent pas se permettre une transition copiée sur celle de l'Europe ou de l'Amérique du Nord. Ils ont besoin d'un chemin qui leur corresponde, qui prenne en compte leurs ressources, leurs contraintes, leur droit à un développement industriel encore inachevé. Le sommet va donc se retrouver face à un dilemme que personne n'a vraiment résolu : comment parler de justice climatique quand les financements restent incertains et que les priorités de développement ne sont pas négociables ?

À cela s'ajoute un terrain plus discret, mais tout aussi décisif : celui des récits. Le G20 à Pretoria se déroulera dans un monde où la carte des influences se redessine. Les BRICS+ prennent de l'ampleur, l'Occident cherche encore comment se réinventer, et des puissances moyennes tentent d'élargir leur marge d'autonomie. Le fait que le sommet se tienne en Afrique crée une situation inédite : pour la première fois, le continent devient un point d'ancrage stratégique assumé. Cela ouvre la possibilité d'une narration différente, où l'Afrique n'est plus seulement un espace de besoins et d'urgences, mais un acteur à part entière, capable de formuler ses propres propositions institutionnelles.

On ne peut pourtant pas ignorer le poids des attentes qui l'accompagne. Pretoria devra éviter que ce sommet ne se transforme en un rassemblement de plus, noyé dans des déclarations qui ne débouchent sur rien. Elle devra composer avec les tensions sino-américaines, les hésitations européennes, les revendications des émergents, tout en gardant la confiance des pays africains qui espèrent une présidence capable de porter enfin certaines priorités. Il faudra choisir, trancher, éviter la dispersion. Et surtout, il faudra remettre de la crédibilité là où elle s'est perdue : la dette, les financements climatiques, la réforme du FMI, la souveraineté énergétique et technologique.

En somme, ce sommet dépasse largement l'enjeu diplomatique. Il peut devenir un moment charnière. S'il parvient à inscrire durablement des perspectives africaines dans l'agenda mondial, il pourra donner au G20 une nouvelle respiration. Mais s'il échoue s'il ne produit que des formules prudentes et des promesses sans lendemain il risque de confirmer une impression déjà bien installée : le G20 flotte au-dessus du monde réel, incapable de peser dans les transformations en cours.

CONCLUSION : UN FORUM EN SUSPENS, UN MONDE EN TRANSITION, UNE VOIX AFRICAINE EN DEVENIR

Lorsqu'on cesse de regarder le G20 comme une organisation parmi d'autres et qu'on l'observe comme un signe de notre époque, on voit surtout un objet en suspens. Il n'est ni la clef de voûte de la gouvernance mondiale, ni un simple décor. Il occupe une place floue, entre centre et périphérie, comme ces structures qui continuent d'exister parce qu'aucune autre ne parvient à les remplacer. S'il

dure, c'est moins parce qu'il fonctionne bien que parce qu'il reste l'un des rares lieux où des puissances qui se défient encore acceptent de se parler sans rompre complètement.

Les travaux de Hajnal, Postel-Vinay, Slaughter, Parlar Dal, Kirton, Luckhurst, Henning, Walter convergent sur un point : le G20 n'est pas le produit d'un projet politique cohérent, mais d'une succession de réponses improvisées à des crises. Il se montre utile lorsqu'il faut réagir vite ; il se désarme dès qu'on lui demande de produire une vision. Les pays émergents y ont un siège, mais pas encore le pouvoir de remodeler les règles. Le Sud y parle, mais souvent à travers des cadres pensés ailleurs.

Malgré cela, on ne peut pas le balayer d'un revers de main. Il reste un de ces rares espaces où les contradictions du système international peuvent être mises sur la table sans éclater au grand jour. Il ne fournit pas de solution, mais il offre encore un cadre minimal pour poser les questions.

C'est dans ce contexte que la présidence sud-africaine prend tout son sens. Ce n'est pas qu'un symbole. Pour la première fois, un pays africain préside ce forum au moment même où les lignes de fracture deviennent impossibles à masquer. C'est une occasion de déplacer le regard : ne plus penser le Sud global seulement comme un lieu de vulnérabilités, mais comme un espace de pensée et de propositions.

À condition que la voix africaine ne soit pas cantonnée à l'ornement, qu'elle puisse formuler des demandes précises et refuser que la reconnaissance symbolique se substitue à un véritable partage du pouvoir.

Il ne faut pas pour autant se raconter d'histoire : Pretoria ne maîtrisera pas les grandes forces qui travaillent le G20. Rivalité sino-américaine, fatigue du multilatéralisme, fragmentation financière, montée des institutions alternatives... la présidence devra composer avec ces contraintes. Sa marge de manœuvre sera étroite, mais ce sont souvent ces interstices qui permettent de petites ruptures : des coalitions nouvelles, des formulations différentes, des priorités qui s'installent dans les textes et finissent, à terme, par compter.

Le sommet de 2025 jouera donc un rôle de révélateur. Il dira jusqu'où les États sont encore capables de faire quelque chose ensemble. Il montrera aussi si le Sud global peut transformer un poids économique désormais incontournable en influence normative réelle. S'il ne débouche que sur des déclarations creuses, beaucoup y verront la confirmation que le G20 s'est dilué, trop large et trop fragmenté pour peser. S'il ouvre, même modestement, des brèches sur la dette, le climat, la réforme des institutions financières, on pourra y lire la preuve que la gouvernance mondiale n'est pas entièrement condamnée à l'impuissance.

Au fond, la question décisive est simple : le G20 peut-il devenir un lieu où la parole africaine ne sert plus seulement à montrer que le monde est « représenté », mais participe vraiment à la redéfinition des équilibres globaux ? Si ce forum doit retrouver un sens, il viendra sans doute de là : d'un déplacement du regard, depuis Johannesburg ou Pretoria, qui accepte enfin que ceux qui étaient hier relégués en marge contribuent à écrire la suite de l'histoire institutionnelle du monde.

* : Ancien président du Conseil National Économique, Social et Environnemental (CNESE)-Algérie

El-Abiodh Sidi Cheikh, Ksar-Chellala, El-Aricha Une promotion pour de nouvelles perspectives

La promotion des circonscriptions administratives d'El-Abiodh Sidi-Cheikh, Ksar-Chellala et El-Aricha en wilayas de plein exercice a été saluée, lundi, par des élus, notables et représentants de la société civile des régions de l'Ouest et du Sud-ouest du pays.

Les responsables locaux ont estimé que cette décision, approuvée par le Conseil des ministres lors de sa réunion tenue dimanche sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aura un impact positif sur le développement local et le rapprochement de l'administration du citoyen.

El Hadj Al-Sidi Cheikh, cheikh de la Tariqa Cheikhia Chadoulia El-Bakria, dont le siège est à El-Abiodh Sidi Cheikh, a salué cette décision, rappelant que la ville a été l'un des principaux bastions de la résistance populaire contre le colonisateur français. Il a souligné que cette promotion favorisera la réalisation de projets importants et un développement global de la région.

Le Conseil des notables de la ville a exprimé sa gratitude au Président de la République pour cette "décision sage et judicieuse", mettant en avant les retombées posi-

tives attendues pour les habitants.

Akli Benaâmane, membre de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tiaret, a affirmé que la promotion de Ksar Chellala permettra de rapprocher l'administration des citoyens. Son collègue Khalil Lakhdari a précisé que cette mesure contribuera à une gestion plus efficace des projets et à l'affectation de budgets pour améliorer le cadre de vie. Mahi Guessoum Mahi, notable de la région, a souligné qu'elle facilitera les déplacements des citoyens, générera de nouveaux emplois et valorisera les potentialités locales.

Le wali délégué de Ksar-Chellala, Toufik Daoudi, a également souligné que les infrastructures nécessaires ont été mises en place grâce au soutien des autorités centrales et locales. Il a mis en avant les potentialités économiques de la région, notamment agricoles et touristiques, ainsi que la présence de

zones d'activités favorisant le développement. A El Aricha, Benadji Abdelilah, président de la commission de l'économie et des finances de l'APW de Tlemcen, a qualifié la promotion de "décision réfléchie", en soulignant ses effets positifs sur le développement local et la création d'emplois.

El-Mahi Elaoufi, président de la commission du transport et de l'aménagement du territoire de la même assemblée, a affirmé que la mesure favorisera le développement régional grâce à la mise en place des structures administratives et à la réalisation de projets promoteurs. Amari Reda, président de l'Association des activités de la jeunesse du village Belhadji Boucif à El-Aricha, a également souligné l'importance de cette décision pour dynamiser le développement dans cette région stratégique, située au carrefour des wilayas de Tlemcen, Nâama et Sidi Bel-Abbès.

Tiaret

De nouveaux foyers raccordés au réseau du gaz

Les travaux de raccordement de 199 foyers au réseau du gaz naturel ont été lancés lundi dans deux zones éloignées relevant des communes de Oued Lilli et Mellakou, a indiqué la directrice de l'Energie et des Mines, Khadidja Seghir. Lors d'un exposé présenté devant le wali de Tiaret, Saïd Khalil, à l'occasion du lancement officiel du projet d'alimentation en gaz de la zone de Ben Wassil à Oued Lilli, Mme Seghir a précisé que ces deux projets s'inscrivent dans le cadre du programme du Fonds de garantie et de solidarité des collec-

tivités locales pour l'année 2025.

Ce programme vise à alimenter sept zones éparses réparties sur six communes des wilayas de Tiaret et de Ksar Chellala, au profit de 668 familles, pour un montant global de 67,8 millions de dinars. De son côté, le directeur de distribution Sonelgaz-Tiaret, Lazreg Ben Maâzouza, a expliqué que le premier projet concerne l'alimentation de 55 foyers (275 habitants) en gaz naturel dans la zone de Ben Wassil, à Oued Lilli, à travers le déploiement d'un réseau de distribution long

de 4,4 km, pour une enveloppe de 9,7 millions de dinars.

Le second projet porte sur le raccordement du regroupement d'habitat de Sidi Ouadhah, dans la commune de Mellakou, situé sur la RN14. Il profitera à 144 habitations (720 habitants) ainsi qu'à une école primaire, pour un montant de 17,1 millions de dinars. M. Khalil a instruit les entreprises chargées de la réalisation de réduire la durée d'exécution des deux projets, fixée initialement à deux mois, compte tenu de l'expérience acquise dans ce type d'opérations.

Sidi Bel-Abbès

Le wali appelle à accélérer la cadence des projets de Ras El Ma

Plusieurs projets de développement touchant divers secteurs sont actuellement en cours de réalisation dans les communes de la daïra de Ras El Ma, relevant de la wilaya de Sidi Bel-Abbès et lesquels s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à renforcer les services publics, ont indiqué, mardi, les services de la wilaya. Selon la cellule de communication, le wali de Sidi Bel-Abbès, Kamel Hadji, a inspecté lundi l'avancement de ces projets lors d'une visite de travail dans la daïra. Il a insisté sur la nécessité d'accélérer la cadence afin de garantir leur livraison dans les délais prévus. Dans le secteur du logement, la commune de Ras El Ma bénéficie notamment d'un projet de 90 logements publics locatifs. Le wali a appelé à la poursuite rapide des travaux, à l'entame des aménagements extérieurs et au raccordement du site aux réseaux essentiels.

Le wali a également visité l'éco-

le primaire Chahid Abdellaoui-Mohamed, actuellement en phase de réhabilitation, ainsi que le chantier du futur lycée du quartier des 1.200 logements. Il a exhorté les responsables à redoubler d'efforts pour assurer la réception de cet établissement dès la prochaine rentrée scolaire. Dans le domaine des travaux publics, le chantier de réalisation de la route reliant la zone de Tamzerine au village de Fraâat Ez-zit, jusqu'à la RN 95, se poursuit dans la commune de Oued Sebaa. Le chef de l'exécutif local a, par ailleurs, inspecté le chantier d'aménagement de l'entrée principale de la ville de Ras El Ma, qui prévoit notamment la création d'espaces verts et le renforcement de l'éclairage public. Il a également visité le projet d'amélioration urbaine de la cité des 52 lots sociaux à Fraâat Ez-zit (commune de Oued Sebaa), où des espaces verts et un éclairage public sont en cours d'ins-

tallation. Le nouveau siège de l'APC de Recham Dammouch a également fait l'objet d'une inspection. D'autres projets concernent l'aménagement des cimetières des martyrs de Ras El Ma et de Recham Dammouch, incluant la réhabilitation des monuments commémoratifs, la rénovation des tombes ainsi que l'installation d'espaces verts et d'un éclairage public, souligne-t-on de même source.

Le wali s'est, en outre, rendu au centre psychopédagogique pour enfants en situation de handicap de Ras El Ma, actuellement en phase d'équipement. Il a ordonné la mobilisation de tous les moyens nécessaires afin de permettre son ouverture en décembre prochain. Au cours de sa tournée, M. Hadji a également recueilli les préoccupations des citoyens, qui ont été consignées en vue de leur prise en charge selon les priorités du développement local, ont précisé les mêmes services.

Chlef

La lutte contre le trafic des biens culturels au menu

La lutte contre le trafic illicite des biens culturels a constitué le thème d'un colloque national organisé lundi au Musée public national de Chlef, avec une large participation des services de sécurité, des autorités judiciaires, de chercheurs ainsi que de représentants des services culturels de plusieurs wilayas voisines.

La rencontre, tenue à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre le trafic illicite des biens culturels (14 novembre) a été ouverte par le wali de Chlef, Brahim Ghmired, qui a souligné l'importance de cette initiative pour renforcer la coordination entre les différents dispositifs et institutions en vue de préserver et protéger le patrimoine culturel.

Le sous-directeur de la protection légale des biens culturels auprès du ministère de la Culture et des Arts, Rachid Boutheldja, a rappelé, pour sa part, que l'Algérie a œuvré à la mise en place d'un arsenal juridique et l'organisation de sessions de formation destinées aux acteurs du secteur, afin de protéger le patrimoine et les antiquités et lutter contre ce phénomène.

Une direction spéciale chargée du suivi des dossiers liés à la prévention du trafic illicite des biens culturels a été créée, à cet effet, en 2005, à savoir la Direction de la protection légale des biens culturels et de la valorisation du patrimoine culturel, a-t-il ajouté. Les interventions durant ce colloque ont

notamment porté sur les dispositifs juridiques nationaux et internationaux en matière de lutte contre le trafic illicite des biens culturels, le rôle des directions de la culture dans la sauvegarde et la récupération des biens culturels mobiliers, ainsi que les efforts des services de sécurité et des institutions culturelles dans le domaine.

Le chef du bureau de communication de la direction régionale des douanes à Chlef, l'inspecteur divisionnaire Mohamed Laaroussi, a mis en avant l'expérience de ses services dans la lutte contre ce trafic, en soulignant l'importance de former les nouveaux agents et de les informer sur la législation et les procédures de transfert des biens culturels saisis, vers les établissements spécialisés, notamment les musées.

Pour sa part, la cheffe du service du patrimoine à la direction de la culture et des arts de Mascara, Nadia Diab, a souligné le rôle des directions locales dans la coordination avec les institutions habilitées pour l'expertise des objets saisis, avant leur transfert vers les musées nationaux ou régionaux, à l'instar de ceux d'Oran et de Chlef.

En marge du colloque, la délégation de la wilaya et les participants ont visité le pavillon des pièces archéologiques saisies remises au Musée public national "Abdelmadjid Meziane", comprenant des monnaies anciennes, des statues, des pierres et des stèles remontant à différentes civilisations antiques.

Mostaganem

Deux centres avancés de la Protection civile créés

Les autorités de la wilaya de Mostaganem ont annoncé la création de deux centres avancés de la Protection civile dans les communes de Fornaka et Ben Abdelmalek Ramdane, destinés à la veille, à l'intervention et à la gestion des grandes catastrophes, selon un communiqué des services de la wilaya.

Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a présidé dimanche une réunion du Conseil exécutif consacrée à l'examen de la gestion des biens publics au niveau des collectivités locales, ainsi qu'à l'étude des mesures de prévention contre les grands risques, notamment les inondations et les perturbations météorologiques.

Au cours de cette réunion, le directeur de wilaya de la Protection civile a présenté un exposé détaillé sur les mesures préventives adoptées pour faire face aux inondations et aux effets des pluies, incluant l'identification des zones exposées à ces risques exceptionnels, ainsi que les moyens humains, ma-

tériels et techniques mobilisés pour l'intervention et la gestion des catastrophes.

L'exposé a également porté sur les sites d'hébergement temporaire et le stock de sécurité destiné à la protection des personnes et des biens.

Le wali a proposé la création de deux centres avancés : l'un à l'est de la wilaya (commune de Benabdelmalek Ramdane) et l'autre à l'ouest (zone de l'Oued El-Mactaâ, commune de Fornaka), qui seront équipés et dotés de stocks de sécurité, intégrant les moyens nécessaires aux interventions d'urgence.

Ahmed Boudouh a appelé à l'implication de tous les acteurs concernés pour la mise en service rapide de ces centres et a donné des instructions concernant la propreté de l'environnement, le curage des oueds, la lutte contre les dépôts sauvages de déchets inertes et le nettoyage régulier des canalisations et avaloirs, tout en définissant des points de référence dans chaque collectivité locale.

Aïn El Bia Des trottoirs libérés et des auvents démantelés

Plusieurs trottoirs ont été libérés par les services de la daïra de Béthioua en coordination avec les agents de l'APC de Aïn El Bia lors d'une vaste campagne d'assainissement de la voie publique.



K. Assia

Celle-ci appuyée par les services du commerce et des éléments de la brigade de la gendarmerie a permis d'inspecter si les auvents sont installés légalement et si les commerçants sont en possession d'autorisations. Les membres de cette commission mixte ont aussi ciblé l'autre volet qui est l'étalage illicite des marchandises sur la voie publique de sorte que plusieurs trottoirs ont été libérés notamment dans le village de Chehaïria. Cette opération vient en application des dernières directives données par le wali d'Oran sur la lutte contre l'occupation illicite des trottoirs et l'entretien de l'environnement. Les services de la daïra de Béthioua précisent à ce titre que cette campagne d'assainissement pour laquelle tous les moyens hu-

mans et matériels ont été mis à disposition va se poursuivre pour cibler toutes les localités qui relèvent de sa compétence à savoir Béthioua centre, Mersat El Hadjadj et Aïn El Bia entre autres. Ce travail a été précédé d'une opération de recensement de ces points noirs et plusieurs mises en demeure ont été adressées aux commerçants pour se conformer à la réglementation en vigueur. Il y a quelques mois, les services de l'APC de Béthioua avaient démantelé des dizaines de pancartes et des plaques publicitaires posées sans autorisation. Un véritable manque à gagner pour la commune qui avait décidé de prendre le taureau par les cornes en tentant de réorganiser cette activité. L'opération supervisée par les responsables locaux avait vu la présence des responsables des services de la circulation, de la voirie,

les services de sécurité et les élus locaux. En effet, des directives fermes ont été données pour le démantèlement de tous les panneaux installés sans autorisation dans le périmètre de compétence de la commune de Béthioua. Avant l'entame de ces opérations des commissions ont été installées pour le recensement de tous les panneaux installés. Ignorant les lois régissant le créneau publicitaire, certains opérateurs ne se sont jamais acquittés des taxes et droits relatifs à l'utilisation des biens communaux ou de l'espace public. D'autres installent leurs panneaux dans des endroits qui ne sont pas réservés à cette activité. Toute exploitation d'espace devrait générer de l'argent pour la commune. Le non recouvrement des créances des espaces publicitaires a causé d'énormes préjudices financiers aux communes.

La CNAS sensibilise sur le cancer de la prostate 165 nouveaux cas recensés depuis janvier

J. Boukraa

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), agence d'Oran, a enregistré 165 nouveaux cas de cancer de la prostate parmi les assurés sociaux depuis le début de l'année 2025. Ces chiffres portent le total global des cas pris en charge au niveau de l'agence à 837 personnes, confirmant l'importance du dépistage précoce de cette maladie qui demeure l'un des cancers les plus fréquents chez les hommes. C'est dans cette optique et dans le cadre du mois «Novembre bleu», dédié à la sensibilisation au cancer de la prostate, la CNAS Oran a lancé une campagne nationale d'information et de prévention. Cette action, menée en coordination avec l'Entreprise publique de télévision (EPTV), vise à encourager les hommes à

consulter et à s'informer sur les moyens de dépistage précoce. Un espace spécialisé, encadré par des médecins et des experts représentant les organismes de sécurité sociale, a été aménagé pour accueillir le public. L'objectif : fournir des explications claires autour des facteurs de risque, des symptômes et des bénéfices d'un dépistage régulier, tout en orientant les assurés vers les structures adaptées.

Le directeur de l'agence CNAS d'Oran, M. Mehdi Rahal, a précisé que des points de sensibilisation ont été installés au niveau de toutes les structures de la caisse, notamment dans les centres de paiement. Des dépliants informatifs sont distribués afin d'expliquer les modalités de prise en charge du cancer de la prostate, notamment en matière de traitements, de médicaments et de remboursements. Parallèlement,

des sorties de proximité seront réalisées grâce au guichet mobile, permettant d'atteindre les populations des zones éloignées. Ces actions visent à rappeler l'importance du diagnostic précoce, tout en informant les assurés sur les nouvelles procédures de la CNAS concernant la carte Chifa, le remboursement à 100% des soins et médicaments liés à cette pathologie, la prise en charge des arrêts de travail, notamment de longue durée, l'indemnisation en cas d'invalidité. Cette campagne s'inscrit pleinement dans l'objectif national d'améliorer la couverture sanitaire et de garantir un accès équitable aux soins. L'agence CNAS d'Oran, qui compte plus d'un million d'assurés sociaux (exactement 1.019.192 bénéficiaires), souligne ainsi son rôle central dans la prévention et l'accompagnement des patients atteints de maladies graves.

Olympiades des métiers 2025 Sifi Ghrieb donne le coup d'envoi de la 1^{re} édition à Oran

Chargé par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre M. Sifi Ghrieb a supervisé, lundi soir à Oran, l'ouverture de la première édition des Olympiades des métiers 2025, qui réunit 550 participants issus du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels provenant de différentes wilayas du pays.

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation professionnelle, organisée sous le haut patronage du président de la République, s'est déroulée en présence de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, du ministre de la Jeunesse, chargé du Haut Conseil de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouaddah, ainsi que du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Mahdi Oualid.

Etaient également présents le ministre de l'Enseignement technique et professionnel de Libye, Ikhlef Saïd Essifaou, la ministre d'Etat à l'Education de la République du Nigéria, Suweiba Saïd Ahmed, en plus du wali d'Oran, Ibrahim Ouchène, des autorités locales et des représentants du secteur.

Les candidats présents à cette phase finale nationale se sont qualifiés à l'issue des compétitions locales et régionales tenues tout au long de l'année. Le programme de ces Olympiades comprend des épreuves dans six grands domaines professionnels : technologies de la construction et des travaux publics, technologies de l'information et de la communication, services, arts créatifs et mode, transport, et logistique. Au total, 44 spécialités sont représentées.

Le jury est composé d'enseignants, de professionnels du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, de représentants du monde économique, ainsi que d'experts spécialisés, chargés d'évaluer les travaux réalisés par les jeunes stagiaires. Plus de 8.000 participants, issus de 58 wilayas, ont pris part aux différentes phases locales et régionales dans diverses spécialités.

L'événement devrait accueillir près de 60.000 visiteurs, avec la mobilisation de 300 bénévoles et de plusieurs comités techniques et administratifs. Les lauréats représenteront l'Algérie aux Olympiades continentales en Zambie et aux Olympiades mondiales de Shanghai prévues l'année prochaine, les Olympiades nationales constituant une étape clé dans leur préparation à ces rendez-vous internationaux.

Aïn El Turck Les projets en cours de réalisation passés au peigne fin

D. B.

En application des directives du wali d'Oran M. Ibrahim Ouchène, le chef de daïra de Aïn El Turck a entamé une visite d'inspection des chantiers en cours de réalisation au niveau de la commune de Aïn El Turck. Accompagné du président de l'APC de Aïn El Turck, le chef de daïra a passé au peigne fin les chantiers d'aménagement de trois quartiers, la réalisation du réseau d'assainissement à Haï Akid Abbas, la réalisation d'une station d'épuration, le chantier de réalisation d'un terrain de proximité à Haï El Bahia, l'aménagement de la place publique de Haï Akid Abbas, la réalisation d'une dizaine de classes et enfin le projet de la nouvelle gare routière de Aïn El Turck.

A ce titre, et selon les services de la daïra, des instructions ont été données aux entrepreneurs pour accélérer l'achèvement des travaux et livrer les projets dans les délais impartis.

Il y a lieu de signaler que la commune de Aïn El Turck a bénéficié d'un projet très attendu par la population depuis plusieurs

années. Dans le cadre du programme de modernisation des infrastructures de transport, le projet de réalisation de la nouvelle gare routière à Aïn El Turck vient de franchir une étape importante avec l'installation il y a quelques semaines de l'entreprise chargée de sa réalisation.

Ce projet d'envergure vise à offrir aux citoyens un espace moderne, fonctionnel et bien équipé, répondant aux besoins croissants en matière de mobilité urbaine et interurbaine. La future station sera réalisée en plusieurs phases, et le premier tronçon sera mis en service dès sa réception, afin de permettre une entrée en exploitation progressive.

Ce projet ambitieux vise à offrir un espace structuré et fonctionnel réunissant bus et taxis en un seul endroit, facilitant ainsi les déplacements des habitants et des visiteurs. Cette gare sera équipée de divers services pour assurer confort et efficacité aux usagers. Elle sera implantée en face du stade communal, un emplacement stratégique choisi pour sa facilité d'accès et sa proximité avec les principaux axes routiers.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Chaib Med, 81 ans, Maraval
Bouderbala Fodel, 61 ans, Oran
Saghair Rekaïa, 94 ans, Oran
Bekouche Salah, 73 ans, Relizane

Horaires des prières pour Oran et ses environs

28 jomada el oula 1447

El Fedjr 06h15	Dohr 12h48	Assar 15h35	Maghreb 17h58	Icha 19h18
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Idir, le souffle des montagnes

Il est des voix qui ne s'éteignent jamais, même lorsque le silence s'installe. Des voix qui traversent les frontières, les années et les mémoires sans perdre leur timbre d'origine. Et puis, il est des hommes qui portent en eux une lumière tranquille, une fidélité à la terre, un art de dire le monde avec douceur. Idir fut de ceux-là.



Par Laâla Bechetoula

Né des pierres et des vents du Djurdjura, il ne chercha ni la gloire ni la postérité. Et pourtant, un soir de 1973, dans un studio d'Alger, il offrit au monde une chanson – A Vava Inouva – si pure, si sincère, si universelle, qu'elle fit le tour de la planète. Sans tambours ni artifices, sans promotion ni marketing.

Une simple berceuse kabyle, portée par la guitare d'un géologue qui rêvait seulement de vérité.

C'était l'époque des premières radios à lampes, des cassettes que l'on se passait sous le manteau, des soirées où l'on écoutait plus qu'on ne parlait. L'Algérie était encore jeune, incertaine d'elle-même, pleine de soif et de promesses. Et voilà qu'une chanson venue d'un petit village d'altitude allait changer, à sa manière, le cours discret de la mémoire culturelle d'un pays.

I. L'ENFANT DU DJURDJURA

Hamid Cheriet naît le 25 octobre 1949 à Aït Lahcène, dans la commune d'Aït Yenni, au cœur du Djurdjura. Il grandit entre le parfum du thym, la poussière rouge et les récits d'hiver que l'on conte au coin du feu. Les veillées rythment la vie. La parole est un art, la mémoire une religion, et la musique un fil invisible entre les générations.

Son père est berger, sa mère veilleuse d'histoires. Le jeune Hamid écoute, apprend, retient. La flûte du berger lui parle, le vent des montagnes lui répond. Plus tard, il dira : « Je suis né d'un silence qu'il fallait faire chanter. »

Rien ne le destine à la chanson. Il étudie la géologie, curieux de comprendre les formes du monde, les couches du temps. Il aime la rigueur de la science, le calme des minéraux. Mais, dans le secret de ses nuits d'étudiant, il gratte quelques accords sur une vieille guitare. Il ne sait pas encore qu'il tient dans ses mains la clef d'une révolution douce.

II. LE HASARD QUI DEVINT DESTIN

1973. Alger est encore en noir et blanc.

Les studios de la Radio Télévision Algérienne sentent la poussière, la sueur et la jeunesse. Parmi les émissions les plus populaires, il y a « **الحنان وشباب** » (Alhane wa Chabab) – « Mélodies et Jeunesse ». C'est là que tout commence.

Le poète Ben Mohamed écrit un texte inspiré d'un vieux conte kabyle. Il propose la chanson à Nouara, une chanteuse célèbre. Mais un soir, Nouara ne vient pas. On cherche un remplaçant : un jeune homme timide, géologue, qui joue un peu de guitare. Hamid Cheriet entre, s'assoit, respire, chante : « A Vava Inouva ».

Quelques accords, une respiration, une émotion pure. Ce n'était pas une chanson, mais un souvenir chanté : la neige dehors, la peur d'un enfant, la voix d'une mère. En quatre minutes, il offrit au monde la tendresse d'un peuple.

III. ENTRE LA RADIO ET LA CASERNE - L'HOMME QUI IGNORAIT SA PROPRE GLOIRE

À peine la chanson enregistrée, il reçoit sa convocation pour le service militaire. Il referme la porte du studio sans imaginer qu'il vient de laisser derrière lui bien plus qu'une mélodie. Pendant qu'il défile dans la poussière des casernes, sa voix, elle, voyage. Les ondes la portent de crête en crête, de vallée en vallée.

Dans les foyers, on arrête le travail pour écouter. À Alger, les familles se rassemblent autour des postes à lampes. Et les lettres pleuvent : « Qui chante ? », « Quelle est cette langue ? », « Passez-la encore ! ». Pour la première fois, la langue kabyle entrait, fière et nue, dans l'espace public.

Et pendant que l'Algérie redécouvrait sa propre diversité, celui par qui tout cela advint, Idir, ignorait tout. Dans le silence des nuits de garnison, il grattait parfois sa guitare, sans savoir que, loin de là, sa chanson traversait déjà la Méditerranée.

IV. LE PREMIER SOUFFLE D'UNE LANGUE

1976. L'album A Vava Inouva paraît à Paris. Le succès est foudroyant. La chanson

est traduite en quinze langues et diffusée dans 77 pays. Pour la première fois, une langue amazighe devenait universelle sans se renier. L'Occident découvrait la Kabylie non par les clichés politiques mais par la beauté. Un homme, une guitare, une langue. Et soudain, les montagnes parlaient au monde entier.

V. L'ART DU RETRAIT

Le succès ne grisa jamais Idir. Après quelques concerts, il se retire. Il compose, observe, doute. Lorsqu'il revient en 1993 avec Les Chasseurs de Lumières, sa voix s'est faite plus tendre, plus grave. Il chante le temps, la transmission, la pluie. Sa musique rejoint la mémoire.

VI. IDENTITÉS - L'HOMME DES PONTS

1999. Identités. L'album des retrouvailles et de l'ouverture. Manu Chao, Maxime Le Forestier, Gnawa Diffusion, Karen Matheson... La Kabylie dialogue avec le monde. Loin des crispations, il prouve qu'on peut aimer sa langue sans haïr celle des autres. L'Olympia l'acclame. Paris découvre que la tendresse peut être révolutionnaire.

VII. LES ROUTES ET LES SCÈNES

De la Kabylie à la Seine, d'Alger à Montréal, d'Oran à Bruxelles, il chante. Chaque concert est une veillée. À Nyon, au Paléo Festival, il fait danser la pluie. À New York, il chante pour les exilés. Mais c'est à Alger, en 2018, qu'il revient après trente-huit ans. Yennayer. Le peuple l'accueille. Les montagnes ont retrouvé leur voix.

VIII. UNE RÉSISTANCE DOUCE

Idir ne cria jamais. Il chanta bas, avec la patience des sources. Sa voix prouvait que l'identité pouvait être un pont, non un mur. « Je ne représente personne, disait-il, j'essaie seulement d'être la voix de ceux qu'on n'écoute pas. »



IX. LE SOUFFLE COURT, MAIS LA VOIX INTACTE

La maladie l'affaiblit, sans entamer sa sérénité. « Je respire encore, disait-il, et c'est déjà de la musique. » En 2019, il soutient le Hirak. Le 2 mai 2020, il s'éteint à Paris. Son nom, prophétique, lui survit : Idir - il vivra.

X. L'ADIEU DES PUISSANTS ET LA FIDÉLITÉ DU PEUPLE

Tebboune salue « un monument ». Macron écrit : « Une voix unique s'est tue. » Mais les plus beaux mots viennent du peuple. Dans les cafés d'Alger, les vieux tourne-disques reprennent A Vava Inouva. Les enfants d'Aït Yenni la chantent encore. Le monde écoute, en silence.

XI. L'HÉRITAGE

De A Vava Inouva à Ici et Ailleurs, Idir a traversé quarante ans de musique. Ses chansons parlent du père, de la terre, de la pluie. « Je n'ai pas voulu être moderne, disait-il, j'ai voulu être fidèle. »

XII. ÉPILOGUE - LE CHANT CONTINUE

Il reste le plus universel des artistes kabyles. Quand la nuit tombe sur le Djurdjura, une radio diffuse encore A Vava Inouva. Les enfants écoutent, les anciens sourient. Idir ne meurt pas. Il vit dans la mémoire des hommes, comme un parfum d'enfance.

Et quelque part, une guitare murmure encore : « Il vivra. »

Sétif

Comment mobiliser les compétences activant à l'étranger ?

Les participants à la 11ème conférence internationale sur les «compétences rares dans les pays en développement », ouverte lundi à l'université Sétif-2, ont souligné l'importance d'attirer ces compétences, notamment celles qui activent à l'étranger, pour en bénéficier dans la mise en œuvre du développement durable.

Le Pr Boutaleb Bendjeddou, de l'université hôte, a affirmé que «la stratégie actuelle du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique repose sur l'émergence des universités de nouvelle génération, à travers lesquelles l'université devient un incubateur de talents et un moteur pour la société».

Le même universitaire a ajouté que «l'investissement stratégique réside dans les ressources humaines et les compétences rares, en les soutenant et en garantissant leur stabilité pour réaliser un développement social et un décollage économique».

De son côté, le Pr Mahieddine Djouda, de l'université de Poitiers (France), a soutenu qu'il était «nécessaire de rechercher des solu-

tions innovantes pour mobiliser les compétences rares présentes à l'étranger, au service du développement national», proposant à cette occasion «la création d'une plateforme en ligne visant à recenser et à mobiliser ces compétences et, par-tant, renforcer les liens avec le pays d'origine et créer une synergie entre les talents expatriés et les projets nationaux prioritaires pour le développement durable de l'Algérie».

Cette rencontre scientifique de deux jours, vise à mettre en lumière «la réalité des compétences rares dans les pays en développement et à proposer des solutions aux difficultés qu'elles pourraient rencontrer», ainsi qu'à « attirer l'attention des chercheurs et des responsables

autour de ce sujet, tout en anticipant l'avenir des compétences rares et en recherchant des alternatives stratégiques possibles pour les contenir et les retenir », a indiqué, pour sa part, le président de la conférence, le Pr Lachen Bouabdallah.

Les participants, représentant des universités d'Algérie et de l'étranger, comme la Turquie, la France, la Palestine et Bahreïn, ont abordé, lors de la première journée de cet événement, plusieurs axes dont «le fondement linguistique et terminologique du terme compétence rare», «les stratégies pour découvrir, attirer, retenir et conserver des compétences rares dans les pays en développement» et «la mobilité des compétences rares à travers le monde».

El Tarf

Convention avec une université italienne

Une convention de coopération et de partenariat a été signée, " récemment ", entre l'université Chadli-Bendjedid d'El Tarf et l'université italienne Aldo-Moro de Bari, a indiqué, mardi le directeur-adjoint de l'université d'El Tarf chargé des relations extérieures, le Pr Sassi Sofiane.

La convention, signée numériquement par le directeur de l'université d'El Tarf, Benchohra Choul, et le recteur de l'université de Bari, Stefano Bronzini, et qui porte sur la recherche scientifique, l'encadrement pédagogique et l'enseignement et la formation conjointes, vise à renforcer les échanges académiques entre les deux parties, a précisé, le Pr Sassi Sofiane.

Le même responsable a précisé,

dans une déclaration à l'APS, que cette convention, dont la durée est fixée à 5 ans, donnera lieu à des échanges de doctorants entre les deux universités, à la supervision conjointe de thèses de doctorat et une collaboration en dehors des programmes académiques et scientifiques, telles que les cours de certification, les conférences, les séminaires, les projets de recherche et les publications académiques et scientifiques.

La convention prévoit également des échanges de professeurs et l'organisation de projets scientifiques communs, selon M. Sassi Sofiane qui a ajouté qu'il est aussi prévu dans le cadre de cet accord, une étroite coopéra-

tion dans des activités scientifiques spécifiques, une formation conjointe et un échange d'expertises entre les professeurs des deux universités dans le cadre de programmes de mobilité pour les étudiants et les professeurs "afin de s'enquérir des expertises dans les domaines de spécialisation et de mettre à jour les formations".

La coopération entre les deux universités inclut l'échange d'étudiants en licence et en master, avec un programme d'échange scientifique et culturel pour les étudiants, ainsi que la formation à distance en langues italienne et française pour améliorer le niveau et la coopération conjointe dans le cadre de projets internationaux.

El-Meniaa

Un nouveau projet de logements lancé

Un projet de 253 logements de type promotionnel aidé (LPA) a été lancé au niveau du nouveau pôle urbain de la commune de Hassi El-Gara (wilaya d'El-Meniaa), selon la direction de wilaya du secteur de l'Habitat.

Lors du lancement du projet, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek, a appelé les entreprises réalisatrices au respect des normes techniques, en vue de réaliser des habitations à la hauteur des attentes des citoyens, avec un cachet

esthétique et urbanistique qui sied aux nouveaux pôles urbains.

Le directeur de l'Habitat d'El-Meniaa, Yacine Bradai, a indiqué à l'APS que le lancement de ce projet, couvrant une superficie de 20 hectares, s'inscrit dans le cadre de la stratégie des pouvoirs publics de satisfaire la demande sur le logement à travers des pôles d'habitat de différentes formules.

Il a fait part aussi de l'existence d'un projet similaire pour la réalisation de 247 logements de même

type (auto-construction) au niveau du nouveau pôle urbain de Hassi El-Gara, et qui regroupera différentes formules d'habitat et des équipements publics.

Ces opérations entrent dans le cadre de projets publics lancés ou programmés au niveau du nouveau pôle urbain de Hassi El-Gara, et englobant, en plus des habitations de différentes formules, divers équipements publics et de services, ainsi que l'organisation de dessertes de transport publics.

Blida

Plus de 45 projets universitaires financés

Quarante six (46) projets portés par des étudiants ayant bénéficié de formations au Centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE) de l'Université de Blida 1 ont obtenu un financement au cours des deux dernières années, a-t-on appris auprès du Centre.

Ces microprojets ont été agréés par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) depuis la création du CDE il y a deux (2) ans, a indiqué la directrice du Centre, Gasmia Lahcham, en marge du lancement de la Semaine de l'entrepreneuriat (17-23 novembre).

Elle a ajouté que 11 autres porteurs de projets ont eu recours à l'autofinancement ou à d'autres dispositifs, dont le micro-crédit, portant à 57 le nombre total de projets créés.

Ces projets concernent divers domaines, notamment la médecine et la pharmacie (création de cliniques et laboratoires

d'analyses), ainsi que les industries lourdes, la mécanique, l'électronique, la chimie, l'agroalimentaire et l'agriculture.

Mme Lahcham a rappelé que les porteurs de projets ont suivi des sessions de formation portant sur le développement d'idées, le marketing et la comptabilité, encadrés par des enseignants spécialistes et des représentants de NESDA.

Depuis sa création, le CDE de l'Université de Blida 1 a organisé 16 sessions de formation au profit de près de 400 porteurs de projets.

Le programme de la Semaine de l'entrepreneuriat prévoit plusieurs conférences destinées à sensibiliser les étudiants à l'esprit entrepreneurial, en abordant notamment la protection des idées innovantes, l'entrepreneuriat innovant et la présentation des structures d'appui à la micro entreprise et aux startups.

Alger

Plus de 4460 comprimés psychotropes saisis



La brigade de Police judiciaire de la Sûreté de la circonscription administrative de Birtouta a procédé à l'arrestation de 5 individus et à la saisie de 4469 comprimés psychotropes, selon un communiqué des services de la Sûreté nationale. L'affaire fait suite à "des informations selon lesquelles des suspects, dont certains provenant de wilayas de l'intérieur du pays, s'adonnent au trafic de psychotropes au ni-

veau des quartiers du territoire de compétence, suite à quoi un plan bien ficelé a été mis en place et a permis l'identification et l'arrestation des individus en question", précise la même source.

Cette opération a permis la saisie de "4.469 comprimés psychotropes, 179.900 de DA, 8 armes blanches prohibées, un véhicule utilitaire et un autre de tourisme", ajoute le communiqué.

"Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent, conformément à un dossier de procédure pénale".

Horaires des prières pour Alger et ses environs

28 jomada el oula 1447

El Fedjr 06h00	Dohr 12h34	Assar 15h17	Maghreb 17h39	Icha 19h01
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Coupe du Monde 2026 Le tirage qui pourrait mettre l'EN face à des adversaires redoutables



À quelques mois du coup d'envoi de la Coupe du monde 2026, l'Algérie retient son souffle. Les Verts pourraient hériter d'un groupe extrêmement relevé, presque cauchemardesque, où chaque match s'apparenterait à une finale. Avec 32 des 48 équipes déjà qualifiées, les combinaisons se resserrent et laissent entrevoir un scénario particulièrement redouté du côté des Fennecs. Le chapeau 1 regroupe les mastodontes mondiaux ainsi que les trois pays hôtes: Mexique, États-Unis, Canada, mais aussi l'Espagne, la France, l'Angleterre, le Brésil, le Por-

tugal, les Pays-Bas, la Belgique... et surtout l'Argentine, championne du monde en titre. Le chapeau 2, tout aussi dense, abrite des sélections solides telles que le Maroc, le Japon, le Sénégal ou la Croatie, finaliste et demi-finaliste lors des deux dernières éditions. À cela s'ajoutent des nations européennes au destin encore incertain comme l'Italie ou la Suisse. Placée dans le chapeau 3, l'Algérie côtoie l'Équateur, l'Australie, la Tunisie ou encore la Côte d'Ivoire. Enfin, le chapeau 4 regroupe des équipes moins bien classées ou issues des barrages intercontinentaux, parmi lesquelles figure

l'Arabie Saoudite, adversaire des Verts lors de l'amical durant le stage de novembre. Dans le pire des cas, le tirage pourrait ainsi offrir aux Fennecs un groupe composé de l'Argentine, de la Croatie de Luka Modrić. Un véritable parcours du combattant pour les hommes de Vladimir Petković, qui devront alors puiser dans une discipline tactique sans faille et une solidité mentale à toute épreuve. Un tel groupe serait l'un des plus relevés du tournoi... mais aussi l'occasion pour l'Algérie de signer un exploit retentissant sur la scène mondiale, après 12 ans d'absence.

Coupe arabe FIFA (préparation): après le nul contre l'Égypte Des doutes mais aussi des certitudes pour la liste finale

M. Zeggai

L'équipe nationale A' a bouclé sa préparation en prévision de la Coupe arabe FIFA 2025 par une double opposition amicale contre l'Égypte : une défaite suivie d'un nul vierge. Cette double confrontation qui, malgré son caractère amical, a laissé une impression mitigée de la part des nôtres et a soulevé plusieurs enseignements importants. Alors, que peut-on retenir de ces deux matches amicaux contre l'Égypte ? Sur l'ensemble des deux rencontres, le constat est clair: la qualité et le volume de jeu de l'EN ont été insuffisants. En toute objectivité, le collectif n'a pas dégagé la fluidité attendue et plusieurs séquences ont mis en lumière un manque de cohésion et d'automatismes, pourtant essentiels à ce niveau.

Sur le plan individuel, certains éléments ont montré leurs limites. Plusieurs joueurs ont laissé apparaître un déficit technique ou mental ne correspondant pas aux exigences du haut niveau ni au standing d'une sélection. Le manque de discipline a été également interpellé :

certain, habitués au championnat local, ont trop souvent contesté les décisions arbitrales, une attitude loin de l'image professionnelle qu'exige l'équipe nationale.

Cette double opposition contre les Égyptiens n'a pas été que négative.

On a pu relever de véritables satisfactions, notamment celle de Lakhal qui s'est parfaitement distingué par son influence de jeu, sa polyvalence, justesse et sa capacité d'orienter le jeu.

Lakhal fait partie des joueurs modernes dont la première qualité réside dans sa lecture du jeu. Pour beaucoup, il s'agit d'une véritable découverte pour le public algérien. En défense, Abada a confirmé tout le bien que l'on pensait de lui.

Ses jaillissements, son agressivité positive et son efficacité dans les duels en ont fait de lui l'une des confirmations de ce stage.

Il a marqué des points importants en vue de la liste définitive. Lors de la seconde empoignade, on a également noté une légère amélioration dans la mise en place tactique, ce qui a permis de mieux gêner l'adversaire, si-

gne que les ajustements du staff commencent à porter leurs fruits. En somme, ce fut un stage utile et riche en enseignements pour Madjid Bougherra.

Cette double confrontation a permis de tester un large éventail de joueurs et d'affiner les choix en vue de la fameuse liste finale en prévision de la Coupe arabe. A présent, l'heure n'est plus à l'hésitation : au haut niveau, la moindre erreur se paie cash, et encore plus pour un tenant du titre, notre équipe nationale. Le choix des joueurs devra tenir compte de plusieurs paramètres : le profil des futurs adversaires, l'exigence de la compétition et les ambitions légitimes de l'équipe. Le staff technique n'a désormais plus droit à l'erreur. Certaines sources affirment que les Sayoud, Brahimi, Bendebka et Adam Ounas seront dans la collimateur du sélectionneur national. Ce qui pourrait donner plus d'équilibre et de créativité à notre équipe nationale. A noter que le prochain regroupement est prévu à la fin du mois de novembre à Alger, avant de regagner Doha.

Ligue 1 (12^e journée) Un nul aux allures de défaite pour l'ESM et l'USMA

M. Zeggai

Le nul ayant sanctionné le premier match de cette 12^e journée, disputé au stade Mohamed Boumezrag de Chlef, en match avancé de la 12^e journée de la Ligue 1 n'arrange en rien les affaires de l'ESM et l'USMA. Les Espérantistes de Mostaganem ont manqué une occasion en or de quitter l'avant-dernière place, synonyme de deuxième potentiel. La situation pourrait se compliquer davantage en cas de succès du Paradou AC demain face au MCEB.

Les gars de l'ESM, eux, ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes : il y avait largement la place pour une victoire, tant les Usmistes étaient prenables

au vu de leur prestation qualifiée de médiocre. Les Verts de l'ESM ont montré quelques dispositions techniques intéressantes et affiché une réelle volonté, leur rendement a été fortement pénalisé par l'absence de quelques cadres de l'équipe. Aucune explication n'a été donnée concernant les absences de M'bolhi, Zeffane et Belamri. A noter que l'Espérance a aligné un sixième match sans victoire en attendant le nouvel entraîneur tunisien Hatem Misraoui, présent à Chlef.

Pour leur part, les joueurs de l'USMA n'ont, à aucun moment, réussi à faire la différence ni dans le jeu ni au tableau d'affichage, et ce, malgré un match disputé sur un ter-

rain neutre. Un constat particulièrement inquiétant à l'approche de la suite du championnat et à la veille du début des matches de la Coupe de la CAF. Une fois encore, l'USMA a concédé des points de manière inutile. Le rêve de figurer sur le podium commence déjà à s'évaporer, alimentant la déception d'un public, pourtant fidèle, désormais gagné par l'appréhension. A ce rythme, et avec un jeu aussi approximatif, les "Rouge et Noir" semblent très loin de pouvoir assumer leur statut de prétendants aux premiers rôles. Par ce semi-échec, l'USMA enchaîne un cinquième match d'invincibilité, toutes compétitions confondues, mais pouvait mieux faire.

La vie des clubs Coupe de la CAF: CRB - Singida Black Stars samedi à Baraki

Le CR Belouizdad, l'un des deux représentants algériens engagés en Coupe de la CAF, affrontera la formation tanzanienne de Singida Black Stars, samedi prochain au stade Nelson-Mandela, pour le compte de la 1^{re} journée (groupe C) de la phase de poules.

L'USM Alger, l'autre représentant algérien dans cette compétition, entamera la phase de groupes en recevant dimanche les Ivoiriens de San Pedro, au stade olympique du 5-Juillet (20h 00), pour le compte du groupe A.

Les deux premiers de chaque poule décrocheront leur billet pour les quarts de finale.

• **CS Constantine: Ameur Mansoul remercié et remplacé par Tarek Arama**

Le CS Constantine a annoncé la nomination de l'ancien joueur du club, Tarek Arama, en tant que nouveau directeur sportif, en remplacement d'Ameur Mansoul, remercié. « La SSPA/CSC annonce, conformément aux disposi-

tions légales régissant la société, la nomination de Tarek Arama au poste de directeur sportif, à compter du 17 novembre 2025 », précise un communiqué. Arama, avait déjà occupé ce poste à deux reprises : en 2018 et 2023. Cette nomination intervient au lendemain de l'arrivée d'El-Djemai Atallah à la tête du conseil d'administration, en remplacement de Wadii Lakhdari, démissionnaire.

• **Le Tunisien Mourad Okbi, nouvel entraîneur de l'USM Khenchela**

Le Tunisien Mourad Okbi a été désigné nouvel entraîneur de l'USM Khenchela, en remplacement de Djilali Bahloul dont le contrat a été résilié à l'amiable la semaine passée, a-t-on appris auprès de la direction du club.

Le nouvel entraîneur entamera sa mission lundi soir au stade Chahid Hammam Amar, selon le communiqué du club qui a précisé que le Tunisien Mahmoud Dridi a été nommé entraîneur-adjoint. Mou-

rad Okbi, a entraîné lors de sa carrière plusieurs clubs dont Hammam Sousse, la JS Kairouan, l'Union sportive monastérienne, le Stade gabésien et l'Olympique Béja en Tunisie, les clubs de Nadjran, Al-Sholla et Al-Watani en Arabie saoudite ainsi que Al-Attihad Kalba aux Emirats arabes unis. Il a également dirigé l'USM Khenchela du 19 août au 13 novembre 2023. Pour rappel, la direction de l'USM Khenchenla avait engagé lors de l'intersaison le technicien Djilali Bahloul, qui a décidé de se retirer de la barre technique du club après 11 journées du championnat.

• **JS Saoura: Zakaria Benabed en renfort**

La direction de la JS Saoura vient d'engager officiellement l'entraîneur adjoint Zakaria Benabed pour épauler le coach intérimaire Mustapha Djalit. Ce renfort du staff technique a été décidé lors d'une réunion entre le staff technique et les responsables du club Sudiste.

Super coupe d'Algérie 2025 (dames) Une cérémonie en l'honneur de l'équipe féminine de la JSK

Une cérémonie en l'honneur de l'équipe féminine de football (Seniors) de la jeunesse sportive de Kabylie (JSK), vainqueur de la Super coupe d'Algérie a été organisée par les autorités locales à Tizi-Ouzou. La cérémonie tenue au salon d'honneur de la wilaya, s'est déroulée en présence des autorités civiles et militaires, des dirigeants du club ainsi que des élus et de la famille sportive locale. Le

directeur général de la JSK, Hakim Medane, a salué « le mérite » et « les performances » réalisés par l'équipe qui ont été récompensés par ce sacre qui constitue « une victoire pour l'ensemble du club », a-t-il estimé. La JSK, vainqueur de la 24^e édition de la Coupe d'Algérie féminine de football 2025, a battu au stade Mustapha Tchaker de Blida, le CF Akbou, champion d'Algérie en titre (1-0) pour le

compte de la Super coupe d'Algérie qui oppose chaque année le champion d'Algérie au vainqueur de la Coupe d'Algérie. Sous la houlette de l'ancienne internationale, Naïma Laouadi, la JSK s'est offert le deuxième trophée de son histoire après le sacre en finale de la 24^e édition de la Coupe d'Algérie féminine 2025 face au même adversaire, le CF Akbou, 3-1, le 1^{er} mai dernier.

Pêche, cannabis et cocaïne

Dans les ports français, le poison de la drogue

Sur l'île d'Oléron (sud-ouest), Matthieu Guérit, 32 ans, est l'un des rares marins pêcheurs à parler ouvertement de ce sujet «sensible» mais reconnu par la profession «comme une réalité».

Dans la cabine exiguë de son chalutier amarré au port de Boyardville, il livre sans fard à l'AFP son passé d'ancien consommateur, des premiers «pétards», pour faire «l'ado rebelle» au lycée maritime, à sa «très forte dépendance» au cannabis, avec prise «occasionnelle» de cocaïne.

Ses rares consommations en mer sont stoppées net par la «paranoïa» et les «crises d'angoisse», dès que le bateau «roule un peu trop», car «ça peut vite mal tourner». Mais le jeune matelot côtoie alors des collègues «cocaïnomanes», «défoncés en cachette au Subutex» (un substitut aux opiacés, proche de la morphine) ou «bourrés au vin de cuisine, parce qu'il ne restait plus rien».

ACCIDENTS MORTELS

Aujourd'hui armateur, ce pêcheur d'encornets, seiches et céteaux conserve de ces années une «difficulté à faire confiance» quand il n'est pas à la barre, sur une île «où tout le monde se connaît et où tu sais qui en prend et qui n'en prend pas».

«La drogue, c'est un vrai fléau qui génère des accidents et des problèmes de cohabitation à bord», reconnaît Philippe Micheau, président du comité des pêches local.

Selon le ministère français de la Mer, la pêche

«Quand t'es +défoncé+, en cas d'avarie ou de mauvais temps, ça peut vite mal tourner»: depuis une trentaine d'années, la drogue empoisonne la pêche française, au point de motiver une campagne d'enquête épidémiologique face au nombre élevé d'accidents.



est l'activité nautique professionnelle «la plus accidentogène», avec en moyenne «10 cas mortels par an».

En mai dernier, la mort d'un enfant de 8 ans, percuté par un bateau alors qu'il faisait du dériveur à Arcachon (sud-ouest), a fortement marqué les esprits. Inculpé pour homicide involontaire aggravé, le pêcheur a

admis avoir consommé cocaïne et cannabis la veille de l'accident.

La profession est aujourd'hui l'une des plus dépistées. En 2024, 68.000 tests urinaires ont été réalisés sur des marins français: «près de 3%» étaient positifs au cannabis, «0,6% à la cocaïne», selon la direction du Service de santé des gens de mer (SSGM).

«TROMPE-L'ŒIL»

Des chiffres «en trompe-l'œil» pour marins et professionnels de santé, qui décrivent des stratagèmes de «triche» et «d'abstinence» pour ne pas se faire repérer.

Un rapport d'analyse de 2013 d'un labora-

toire universitaire portant sur 1.000 marins pêcheurs avait montré que 46% des moins de 35 ans étaient positifs au cannabis et 8% des moins de 25 ans à la cocaïne.

Pour mieux évaluer les consommations, à l'heure où la poudre blanche afflue sur le pays, le ministère de la Mer lancera début 2026 une vaste enquête épidémiologique.

Besoin de vigilance, isolement social, stress lié à la météo, aux avaries et accidents du travail: autant de raisons possibles d'expliquer la prise de substances addictives. La pêche au large serait plus touchée que la côtière, les bateaux fileyeurs davantage que les chalutiers.

«AU CUL DU BATEAU»

«A bord, le temps est long. Vous n'avez pas toujours la télé. C'est souvent chacun dans sa couchette, on ne joue plus aux cartes. Avant, on buvait du pinard et on fumait des clopes, aujourd'hui on prend de la drogue», décrit un ex-médecin du SSGM, pour qui l'addiction majeure demeure «l'alcool».

Les marins sont aussi la «cible» des dealers qui «connaissent les horaires d'arrivée de certains navires» et démarquent «au cul du bateau», pointe le ministère.

«La drogue, c'est avant tout une dérive de la société qui s'impose en mer, pas une béquille pour supporter les conditions de travail», assure le président du syndicat des professionnels de la pêche artisanale (Synadepa), Johnny Wahl, résumant le sentiment général des marins interrogés par l'AFP.

«Nous n'avons pas le pouvoir de faire des contrôles à bord», poursuit-il. «Un matelot drogué, ça ne se voit pas forcément sur sa gueule, et on ne fouille pas les sacs», ajoute le pêcheur oléronnais qui regrette qu'en cas de tests positifs, «aucune information ne soit communiquée aux armateurs».

50 ans après

Une Espagne divisée se souvient de la mort de Franco

Entre volonté de réhabiliter les victimes du régime et souhait de ne pas «rouvrir les blessures», le 50e anniversaire de la disparition de Franco, mort le 20 novembre 1975 après des décennies d'une brutale dictature, illustre les divisions de l'Espagne face à son passé. Après la sanglante guerre civile (1936-1939) qui mit fin à la République espagnole, Franco a gouverné l'Espagne de manière implacable pendant 36 ans, mais après son décès, aucun responsable du régime n'a été jugé, grâce à l'adoption d'une loi d'amnistie qui a bénéficié aux deux camps.

Et depuis, le pays n'a toujours pas eu un débat apaisé pour élaborer un consensus sur cette période, résume Paloma Román, docteure en Sciences politiques et directrice de l'Ecole de gouvernement de l'Université Complutense de Madrid.

«Si, au lieu de nettoyer, vous mettez la poussière sous le tapis, quand vous enlèverez le tapis, la poussière sera toujours là», observe l'analyste. Un sondage publié en octobre a surpris en montrant que, bien qu'une majorité d'Espagnols considèrent la dictature comme mauvaise, un Espagnol interrogé sur cinq (21%) estime que la période franquiste a été bonne ou très bonne pour le pays.

Un résultat en accord avec l'augmentation de la popularité de Franco parmi les jeunes Espagnols, qui ont souvent de maigres connaissances sur cette époque et qui sont très perméables à des éléments de propagande largement diffusés sur les réseaux sociaux, selon les experts.

«C'est un problème d'éducation (...) Les personnes qui n'ont pas vécu la dictature peuvent être entraînées par ce récit de réécriture», avertit Paloma Román.

POLARISATION POLITIQUE

La forte polarisation politique régnant en Espagne achève d'approfondir ces divisions, selon l'analyste: le gouvernement actuel de gauche a fait de la réhabilitation de la mémoire des victimes du franquisme un de ses chevaux de bataille, mais la droite et l'extrême droite refusent, elles, de «rouvrir les blessures» du passé.

L'exécutif conduit par le socialiste Pedro Sánchez, qui a exhumé Franco en 2019 du mausolée de la Valle de los Caídos -désormais Valle de Cuelgamuros-, a promu en

2022 une loi sur «la Mémoire démocratique» qui a notamment créé un registre des victimes et ordonné le retrait des symboles franquistes de l'espace public.

Mais pour le Parti populaire (PP) conservateur, principal parti d'opposition, Pedro Sánchez utilise ainsi le «joker Franco» pour masquer la fragilité de son gouvernement, affaibli par plusieurs affaires judiciaires et par sa difficulté à faire adopter des lois au Parlement. Et Vox, le représentant d'une extrême droite encore résiduelle il y a moins d'une décennie mais devenue la troisième force politique du pays, a même fait du gouvernement de Pedro Sánchez «le pire gouvernement en 80 ans d'histoire», une période qui inclut donc la dictature franquiste.

«JE LE RESPECTAIS ÉNORMÉMENT»

Après une messe en mémoire du dictateur qui sera célébrée jeudi à la demande de sa famille et de la Fondation Franco, vendredi aura lieu à Madrid une manifestation de la Phalange, le parti fasciste qui fut l'un des piliers du régime, avant, samedi, un autre rassemblement... à l'appel d'un comité antifasciste sous le mot d'ordre «50 ans d'impunité franquiste». Aucun acte officiel n'est prévu le 20 novembre, mais le lendemain, une cérémonie aura lieu au Palais royal et une autre au Parlement pour marquer la restauration de la monarchie en Espagne, sans son principal protagoniste toutefois, le roi émérite Juan Carlos, couronné le 22 novembre 1975.

Ayant abdicé en 2014 en faveur de son fils Felipe VI, Juan Carlos fut pour beaucoup un homme-clé dans le chemin de l'Espagne vers la démocratie après la mort de Franco, qui l'avait officiellement désigné comme son successeur. Mais des scandales financiers et des relations extraconjugales ont érodé son image publique ces dernières années et l'ont conduit à s'exiler à Abou Dhabi en 2020.

Et il a de nouveau suscité la controverse ces derniers jours avec la publication de ses mémoires, dans lesquelles il se réfère justement à Franco en des termes élogieux: «Je le respectais énormément, j'appréciais son intelligence et son sens politique (...). Je n'ai jamais permis que quiconque critique (Franco) en ma présence».

Des «louanges» critiquées par Pedro Sánchez la semaine dernière.

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIARET

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE

SERVICE DE PLANIFICATION ET DE SUIVI

DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT

AVIS D'INFRUCTUOSITE

Conformément aux dispositions du décret présidentiel 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public notamment l'article 40, et la loi n° 23/12 du 05 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, et suite à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°24/2025 relatif à l'opération :

Équipement des sièges administratifs de la wilaya déléguée de KSAR CHELLALA à savoir :

Acquisition, installation, pose et mise en service

Lot 05 : électroménager

Le wali de la wilaya de Tiaret, représenté par M. le Directeur de l'Administration locale déclare l'infirctuosité de l'opération précitée, pour le motif :
aucune offre n'est qualifiée dans la phase : conditions d'éligibilité.

Le wali

REPUBLIQUE ALGERINNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Université « Abdelhamid IBN Badis » Mostaganem

AVIS DE RECRUTEMENT

POUR L'ANNÉE 2025

Désignation du poste	Mode de recrutement	Conditions d'admission	Spécialisation requise	Nombre des postes	Lieu de rendez-vous	Autres conditions
Administrateur (les handicapés)	Recrutement Sur titre	Parmi les candidats titulaires d'un certificat licence	-Sciences juridiques et administratives ou droit -Sciences des médias et de la communication -démographie -journalisme et sciences des médias -Sciences économiques -Sciences financières -Sciences commerciales -Sciences de gestion -Sciences politiques et relations Internationales -Sociologie, à l'exception de la spécialisation : Sociologie de l'éducation -Psychologie : Spécialisation en travail et organisation, gestion du stress, psychologie générale et psychologie sociale. -Etudes islamiques : Spécialisation en charia et en droit.	01	Université Abdelhamid Ibn Badis de Mostaganem	/

CONSTITUTION DU DOSSIER

- ✓ Fiche de renseignements à remplir par les candidats sur le site de la fonction public www.dgfp.gov.dz (concours sur titres).
- ✓ Demande manuscrite adressée à monsieur le recteur, (nom et prénom - Adresse personnelle - téléphone et le rang auquel vous souhaitez participer).
- ✓ Photocopie conforme des diplômes d'études.
- ✓ Une copie du relevé de notes du parcours académique du candidat.
- ✓ Une copie de la carte nationale d'identité biométrique.
- ✓ Une photo d'identité.
- ✓ Deux certificats médicaux (médecine générale et pneumologie) prouvant l'aptitude du candidat au poste envisagé.
- ✓ Résidence (mostaganem).
- ✓ Une copie de la décision reconnaissant le statut de travailleur handicapé émise par le Comité d'état pour l'éducation spéciale et l'orientation professionnelle.
- ✓ Deux enveloppes timbrées (25 DA) (nom, prénom, adresse)
- ✓ Autorisation de participation pour les salariés visée par l'ordonnateur de l'établissement employeur.
- ✓ Un engagement selon lequel l'intéressé ne poursuivra pas d'études et n'obtiendra pas un niveau supérieur au diplôme requis, certifié par l'office de l'état civil.

* En plus des éléments du dossier, le candidat doit joindre au concours les documents suivants sur la base des certificats.

- ✓ Certificats de travail accompagnés de contrats attestant de l'expérience professionnelle du candidat, certifiés par la Sécurité sociale. Pour toute expérience acquise dans le secteur privé, le cas échéant.
- ✓ Tout document prouvant que le candidat a poursuivi des études supérieures au diplôme requis dans la même spécialité, le cas échéant.
- ✓ Tout document prouvant les travaux ou études effectués par le candidat dans la même spécialité, le cas échéant.

• Le dossier doit être complété après réussite avec les documents suivants :

- ✓ Justificatif vis-à-vis du service national en cours de validité
- ✓ EXTRAIT du bulletin N°3 du casier judiciaire en cours de validité.
- ✓ Fiche familiale pour les mariées.
- ✓ Les dossiers doivent être déposés dans un délai de 15 jour ouvrable à compter de la date de parution de la première annonce dans la presse nationale à l'adresse suivante :

UNIVERSITE « ABDELHAMID IBN BADIS » MOSTAGANEM

SOUS DIRECTION DES PERSONNELS ET DE LA FORMATION

SITE KHAROUBA.

Remarque : Les candidats qui ne sont pas admis à participer au concours sur la base des certificats peuvent introduire un recours auprès de l'autorité compétente en la matière, et il sera répondu dans un délai d'au moins (05) jours ouvrables avant la date du présent concours.

VB: Tout dossier incomplet, ou parvenu hors délai, ne sera pas pris en considération

La liste des candidatures acceptées et refusées sera publiée sur le site web de l'université avant la date du concours. www.univ-mosta.dz

Le Recteur

ANEP N° 2531015110 Le Quotidien d'Oran 19/11/2025

Inde

La sécheresse menace l'éducation des filles



Chaque matin, Ramati Mangla, 17 ans, parcourt des kilomètres, pieds nus et une cruche sur la tête, pour aller chercher de l'eau dans une source éloignée de chez elle, dans le Maharashtra, un Etat indien frappé par la sécheresse.

De retour dans son village, les cours ont déjà commencé et elle n'a pas eu d'autre choix que d'abandonner l'école.

« J'ai gardé mes livres », explique l'adolescente qui s'inquiète de savoir ce qui se passera si elle n'a « jamais l'occasion de retourner à l'école ».

Les autorités locales estiment que près de deux millions d'habitants du district de Nashik, dans l'Etat du Maharashtra (ouest), connaissent chaque jour des pénuries d'eau.

Les puits s'assèchent en raison de précipitations de plus en plus irrégulières.

Les habitants n'ont donc pas d'autre choix que de s'adapter à des conditions de vie toujours plus difficiles.

Les hommes sont contraints de quitter leur village pour trouver un travail.

De leur côté, les filles comme Ramati ont la lourde responsabilité d'aller chercher l'eau. Cette tâche quotidienne peut prendre des heures, ce qui leur laisse peu de temps pour fréquenter les bancs de l'école.

Dans un rapport publié en 2021, l'Unesco estime que les bouleversements liés au changement climatique pourraient contrain-

dre des millions de filles à travers la planète à abandonner leurs études.

C'est déjà une réalité dans les régions rurales du pays le plus peuplé de la planète, avec 1,4 milliard d'habitants.

Ces dernières années, les enseignants ont observé une nette baisse de la fréquentation scolaire des filles, particulièrement durant la saison sèche.

Beaucoup de familles, qui luttent pour leur survie, n'ont pas d'autre choix que de garder leurs filles à la maison ou de les marier précocement.

Les enfants sont les premières victimes de la sécheresse, selon un rapport de l'Unicef, qui soulignait que quand les puits s'assèchent, ce sont les enfants qui manquent l'école pour aller chercher de l'eau.

Ce reportage accompagne les photos prises par Shefali Rafiq lauréate du Marai Photo Grant 2025, un concours destiné aux photographes d'Asie du Sud âgés de 25 ans ou moins.

Le thème était « le changement climatique » et les participants devaient illustrer ses conséquences sur leur vie quotidienne et leur communauté. Organisée par l'Agence France Presse, cette bourse rend hommage à Shah Marai, ancien chef photographe de l'AFP à Kaboul, qui a tragiquement perdu la vie dans un attentat-suicide, le 30 avril 2018, à l'âge de 41 ans.

APARTEMENTS

■ Vends appart 156 m² dans un quartier luxueux et très bien fréquenté, à cité Emir AEK, Oran, avec local ou bureau prof 80 m² + 25 m² cour arrière et 15 m mezzanine + certificat d'achèvement des trvx de façade - Tél : 0671.64.05.35 - 0782.33.12.16

■ Vends F3 modifié F4, bâtiment BI, 2^e étage, n° 14, à droite situé à NEGRIE, côté du rond-point du Negri, wilaya de Tlemcen - Tél : 0782.27.06.22

■ Oran : Vte F4, stand, 145 m², luxe 5^e / 7^e étage. Résidence de 7 étages (2 par palier) sans vis-à-vis, bien situé à Fernand-ville, Oran Tel : 0775.10.76.28

LOCAUX

■ Vds magasin 63 m² / 2 niv, rdc 63 m², hauteur 5m50 + Mezzanine 290 m², 2,2 m haut, convient ttes activités commerciales, situé côté grossiste, vente décoration plâtre - BA13 Fernandville / Oran - Tél : 0775.10.76.28

VILLAS

■ URGENT : Vte villa actée, 226 m² - 2F, C/V, Terga, 45 min d'Oran 1,2 Nég + A louer appart Canastel, 3^e étage, 4,5U/mois 7 mois d'avance - Tél : 0657.27.53.56 WhatsApp : 0033620846445

EMPLOIS

■ Société à Oran recherche assistante commerciale... merci d'envoyer votre CV à : contact@af-industrie.com

■ Cherche chauffeur avec véhicule - Tél : 0770.08.92.03

ANNIVERSAIRE

Bienvenu dans la dizaine ! A toi cher et adorable neveu :

DENAN Moncef Salah-Eddine
Qui fête ses 10 ans, ce 19 novembre 2025. En ce jour fabuleux, je te souhaite un florilège de vœux... Une bonne santé, un bonheur sans égal, une vie éternelle et surtout la réussite à l'école. Que cette nouvelle année t'apporte autant de bonheur que tu en donnes aux autres.

Ton papa Khaled, ta maman Nardjisse, tes frères Mohamed-Nadir et Ilyes se joignent à moi pour te souhaiter un « Happy Birthday » May God protect you, adorable nephew.
كل عام وانت بألف خير عزيزي
Tata Dalila qui t'adore

Ordre des Médecins

Renouvellement de moitié du Conseil Régional de Tlemcen (MEDECINS)

CONVOCATION ELECTIONS

du 27 novembre 2025

Lieux du scrutin :

TLEMEN : Siège de la section ordinaire régionale de Tlemcen, Boulevard Yebdri Mansour

SIDI-BEL-ABBÈS : EPH DAHMANI Slimane Sidi Bel-Abbès

SAÏDA : E P H Ahmed MEDEGHRI

AÏN TEMOUCHENT : EPH Ahmed MEDEGHRI

2

21.10 Désenchantées



Saison 1 - Episode 3

Benjamin se retrouve seul avec sa mère, plus bouleversée que jamais. Il lui promet qu'il fera toute la lumière sur ce qui est arrivé à Eric. Effectivement, le gendarme se lance corps et âme dans son enquête, qui finit par le mener jusqu'à Fanny, la soeur d'Angélique...

22.50 A l'écoute

09.55 Bel & Bien ensemble
10.50 Chacun son tour
11.55 Tout le monde veut prendre sa place
12.45 Le meilleur des Maternelles XXL
13.00 Journal
13.55 Ça commence aujourd'hui
16.10 Affaire conclue,
18.05 Tout le monde a son mot à dire
18.40 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal
21.00 100%logique entraînez-vous !

3

21.10 Des racines et des ailes



Carole Gaessler se rend dans les Flandres, entre la France et la Belgique, à la rencontre de femmes et d'hommes passionnés par leur territoire et attachés à leur patrimoine. Le carillonneur Luc Rombouts crée un carillon pour l'abbaye de Vlierbeek à Louvain. À Hondschoote, près de Dunkerque, Sébastien et François Decramer, deux jeunes frères agriculteurs se lancent cette année dans la production de lin flamand. L'architecte Francis Metzger supervise la restauration des serres royales de Laeken.

23.10 Les héros du patrimoine

09.15 ICI dans votre région
10.50 Le goût des rencontres...
11.20 Flavie en France
12.05 Outremer.
12.25 Dans le rétro
12.26 ICI 12/13
17.25 Duels en familles
18.00 Slam
19.15 ICI 19/20
19.50 On vous emmène ici
20.00 Tout le sport
20.20 Le journal des talents
20.25 Un si grand soleil

4

21.05 Concert : Johnny Hallyday symphonique



Yvan Cassar est le maître d'œuvre de la tournée "Johnny Hallyday Symphonique", dont la première a eu lieu à l'Acropolis de Nice en 2022. Dans ce projet d'envergure, l'objectif du directeur artistique historique de Johnny Hallyday était de faire revivre sur scène l'univers artistique du chanteur en faisant entendre sa voix accompagnée par 100 musiciens. Une idée «folle», qui permet aujourd'hui de redécouvrir ses plus grands titres dans une version symphonique inédite.

22.50 David Hallyday, requiem pour un fou

09.56 Okoo-koo
11.30 Masha et Michka
12.34 Potobot
13.35 A l'école des pompiers
14.20 Mission info
14.58 L'armure de Jade
15.32 Héros à moitié
16.05 Molusco
17.46 Oscar & Malika
17.57 Okoo-koo
18.42 Bluey
19.35 Les maternelles XXL
20.55 Consomag
21.00 Planète Rap la quotidienne

5

arte

TMC

10.00 Le Mag de la santé
11.00 Huiles végétales : un marché bouillant
12.00 Cuisine vietnamienne...
13.00 SOS animaux orphelins
13.35 Le Mag de la santé
14.40 Des trains pas comme les autres
15.10 Royaumes de glace
16.05 Vivre loin du monde
16.55 C pas si loin
17.25 C dans l'air
18.55 C à vous
21.05 La grande librairie
22.40 C ce soir

12.10 Canada, la force de la nature
13.05 Cordistes : un métier sur le fil
13.35 La rose et la flèche
15.25 Les maîtres des abeilles
15.50 Une année sauvage autour de la Terre
17.20 Invitation au voyage
18.55 Voyage en cuisine
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.50 Le dessous des cartes : l'essentiel
21.00 Les Olympiades
22.40 Fantômes et châtiments : «Portnoy et son complexe»

10.20 Douze chiots pour Noël
12.05 A la recherche d'un père Noël
13.55 Hercule Poirot
18.20 Fête Nationale monégasque
18.25 Quotidien
21.25 Pablo Mira : Passé simple



23.10 Pablo Mira dit des choses contre de l'argent



CANAL+ CINEMA 21.00

A BICYCLETTE !

Acteur: Mathias Mlekuz, Philippe Rebbot, Josef Mlekuz, Adriane Gradziel,...

Un an après la disparition tragique de Youri, son fils, Mathias (Mathias Mlekuz) se retrouve face à un vide insupportable, hanté par les souvenirs et les questions sans réponse. Pour honorer sa mémoire et peut-être trouver un semblant de paix, il décide de se lancer dans un périple à vélo aussi ambitieux qu'improbable : retracer l'itinéraire que Youri avait emprunté quelques années plus tôt, de La Rochelle jusqu'en Turquie, à travers les paysages variés de l'Europe. Un voyage qui s'annonce bien plus qu'une simple randonnée, mais une quête...



CANAL+ family 20.50

ARNAQUE À LA CARTE

Acteur: Jason Bateman, Melissa McCarthy, Jon Favreau, Amanda Peet...

Sandy Patterson (Jason Bateman), un comptable ordinaire de Denver, se retrouve soudainement plongé dans un véritable cauchemar après avoir divulgué ses informations personnelles à Diana (Melissa McCarthy), une escroc charismatique et imprévisible. Profitant de sa naïveté, Diana s'approprie l'identité de Sandy, entraînant une série de dépenses extravagantes qui mettent en péril non seulement sa situation financière, mais également sa carrière et sa vie familiale. Alors que Sandy doit faire face aux conséquences désastreuses de cette usurpation d'identité, il décide de prendre les choses en main.



CINE + FRISSON 19.50

SNOWPIERCER : LE TRANSPERCENEIGE

Acteur: Chris Evans, Song Kang-ho, Tilda Swinton, Jamie Bell, Ed Harris;...

En 2031, la planète est devenue un vaste désert de glace après qu'une tentative désespérée d'éradiquer le changement climatique a conduit à une ère glaciaire cataclysmique. Seuls quelques centaines de survivants ont trouvé refuge à bord du Transperceneige, un train géant qui circule sans fin autour du globe. À l'intérieur de ce microcosme, les passagers sont divisés en classes sociales extrêmes : à l'avant, l'élite profite de luxes inaccessibles, tandis qu'à l'arrière, les déclassés vivent dans des conditions précaires, nourris d'une mystérieuse pâte gélatineuse.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Will Trent



09.55 Télésopping
10.55 Les Feux de l'amour
11.50 Les douze coups de midi
13.00 JT 13h
14.00 Plus belle la vie, encore plus belle
14.25 Les fées de Noël, à vos rubans !
16.00 Le grand bal de Noël
17.30 Star Academy, la quotidienne
18.30 Ici tout commence
19.10 Demain nous appartient
20.00 JT 20h
21.00 C'est Canteloup

Saison 2 - Ep 1 : Me Llamo Will Trent

Après une violente attaque qui l'a laissée traumatisée, Angie (Erika Christensen) reprend du service au sein de l'équipe d'enquêteurs du bureau fédéral de Géorgie. Sa première mission consiste à traquer un tueur en série qui cible des agresseurs, un cas qui met à l'épreuve les limites de la justice et de la moralité. Alors qu'Angie se remet difficilement de son expérience, elle fait la connaissance de Cricket (Sonja Sohn), une experte en explosifs, qui devient une alliée précieuse dans leur quête...

22.50 Esprits criminels . Evolution

6

21.10 Patron incognito



09.45 Ça peut vous arriver
11.30 Ça peut vous arriver chez vous
12.40 Météo
12.45 Le 12.45
13.35 Scènes de ménages
13.40 Un jour, un doc
17.30 La roue de la fortune
18.35 La meilleure boulangerie de France
19.45 Le 19.45
20.40 Scènes de ménages

A l'approche des fêtes, "Patron incognito" s'invite chez "Le comptoir de Mathilde" pour explorer ceux qu'on ne voit jamais, mais sans qui Noël n'aurait pas la même saveur : les vendeurs en boutique et les chocolatiers à l'atelier et équipes de conditionnement. Pour mener l'enquête, le fondateur de la marque, Richard Fournier, se glisse sous la fausse identité de Mickaël, présenté comme un ancien cafetier en reconversion qui participe à une émission imaginaire intitulée "Un jour, un métier". Pendant ces immersions,...

CANAL+

21.09 Dis-moi juste que tu m'aimes



09.21 L'hebd'Hollywood
11.48 La boîte à questions
11.53 En aparté
12.26 Clique
14.48 Loris Giuliano en balade
18.51 La boîte à questions
18.57 En aparté
19.33 Clique
20.32 En aparté

Marie, employée dans une entreprise du tertiaire à Vannes, vit avec son mari, Julien, CPE dans un lycée, et leurs deux filles, Maelys et Gwen. Peu sûre d'elle, Marie panique quand elle apprend par sa soeur, Cassandre, qu'Anaëlle, grand amour de jeunesse de Julien, revient vivre à Vannes après des années d'exil. Ce retour coïncide avec la venue de Thomas Radiguet, directeur commercial de l'entreprise qui l'emploie. Thomas, qui tombe immédiatement sous...

22.57 Impact: Vivantes

PLANETE +

TFX

W9

09.13 French Connection
10.42 Louis XIV et ses espions
12.32 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe
14.18 1914, un été en enfer
15.52 Secrets de châteaux
17.29 Vikings, les premiers rois
19.23 American Pickers, ...
20.55 Jeanne d'Arc, femme, guerrière,
22.48 La vengeance d'un roi
23.36 Les six femmes d'Henri 8

11.50 Clap !
12.25 Top Info
12.30 Super Nanny
16.10 Quatre mariages pour une lune de miel
19.00 Star Academy, la quotidienne
20.00 La Bataille : La malédiction de l'île
21.10 Cleaners les experts du ménage



09.00 Kaamelott
11.10 NCIS
17.40 The cerveau: qui sera le plus grand cerveau de la télé-réalité ?
18.45 Tout beau, tout n9uf
21.25 Enquêtes criminelles : Laure Zaccello : une nouvelle affaire Jubillar



CODÈS N° 9426

**FOUILLIS N° 9425 :
FANTASTIQUE
(Fan-Tasse-Tic)**



Le Parlement jordanien adopte une loi rétablissant la conscription



Le Parlement jordanien a adopté lundi une loi rétablissant la conscription pour les hommes à partir du début de l'année prochaine, plusieurs décennies après la fin du service militaire obligatoire, ont rapporté les médias.

En août, le prince héritier Hussein ben Abdallah avait annoncé le retour de la conscription -supprimée en 1991- afin de «préparer les jeunes hommes à être prêts à servir et défendre le pays».

Le gouvernement avait ensuite transmis le projet de loi au Parlement pour examen.

Le porte-parole du gouvernement, Mohammed al-Momeni, avait précédemment précisé que le programme viserait à recruter 6.000 hommes âgés de 18 ans d'ici février prochain.

Il avait ajouté que la peine encourue pour non-présentation au service militaire varierait entre trois mois et un an de prison. A terme, le gouvernement ambitionne de conscrire 10.000 hommes par an.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Conseil de sécurité : réunion sur la lutte antiterroriste en Afrique de l'Ouest et au Sahel



Le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu hier une réunion d'information, sur le thème «Renforcement de la coopération régionale en matière de lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel», au titre du point de l'ordre du jour intitulé «Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest».

Le président sierra-léonais, Julius Maada Bio, également président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), présidera la réunion. Le secrétaire général, Antonio Guterres, et le président de la Commission de la CEDEAO, Omar Aliou Touray, devraient y prendre la

parole. L'un des objectifs de la Sierra Leone qui assure la présidence du Conseil en novembre, est de s'appuyer sur le dialogue interactif informel (DII) qu'elle a convoqué le 15 juillet sur le renforcement de la coopération régionale en matière de lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

L'artiste et comédienne Ouarda Amel tire sa révérence



La grande artiste et comédienne Ouarda Amel, de son vrai nom Aouda Sadouki, est décédée, lundi à Alger, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA). Ouarda Amel était considérée comme l'une des icônes du cinéma et de la télévision en Algérie, en participant, dans les années 1970, à plusieurs films et feuilletons algériens célèbres, aux côtés de grands réalisateurs et comédiens algériens, ainsi qu'à des sketches avec plusieurs humoristes de renommée, tels que Hassan Hassani, surnommé «Boubagra».

Parmi les œuvres auxquelles elle a pris part, on retrouve des films cinématographiques et télévisuels, historiques et sociaux, tels que Les Enfants de Novembre (1975) de Moussa Haddad, La Grande Tentative (1982) de Djamel Fezzaz, Hassan Taxi (1982) de Mohamed Slim Riad, Samia et son père (1985) de Mustapha Badie, ainsi que des feuilletons dont Al-Massir de Djamel Fezzaz.

La compagnie flydubai annonce une commande de 150 avions Airbus



La compagnie à bas coûts flydubai a annoncé mardi une commande de 150 avions Airbus A321neo, soit davantage d'appareils que la totalité de sa flotte actuelle, au deuxième jour du salon aéronautique de Dubaï.

Les deux parties ont signé un accord de principe portant sur une commande ferme de 150 A321neo, d'une valeur de 24 milliards de dollars, avec des options sur 100 autres appareils, a précisé la compagnie dans un communiqué.

Les livraisons devraient débuter en 2031, selon la même source.

Le transporteur du riche émirat du Golfe opère actuellement 95 avions Boeing 737.

De son côté, la compagnie Etihad, basée dans l'émirat voisin d'Abou Dhabi, a annoncé une commande de 16 avions Airbus: six A330-300, sept A350-900 et trois A350F. Lundi, le géant émirati Emirates a conclu un accord portant sur 65 appareils Boeing 777X, d'une valeur de 38 milliards de dollars. Le salon aéronautique de Dubaï, qui se tient tous les deux ans, est le plus grand au Moyen-Orient.

Trump compte approuver la vente d'avions de combat F-35 à l'Arabie saoudite



Donald Trump a déclaré lundi qu'il comptait approuver la vente d'avions de combat F-35 à l'Arabie saoudite, à la veille de la visite du prince héritier Mohammed ben Salmane à la Maison Blanche. «Nous allons faire ça, nous vendrons des F-35», a déclaré le président américain à la presse depuis la Maison Blanche, ajoutant: «Ils ont été des alliés super».

Le prince héritier saoudien, dirigeant de facto du royaume, arrive à Washington avec la volonté d'acquiescer des systèmes avancés de défense aérienne et antimissile, mais aussi ces avions F-35, que seul Israël possède actuellement au Moyen-Orient.

Donald Trump a récemment réitéré son souhait de voir l'Arabie saoudite - poids lourd du Moyen-Orient - reconnaître Israël en rejoignant les accords d'Abraham. Et selon le média Axios, Israël veut que toute vente américaine de F-35 à Ryad soit conditionnée à cette reconnaissance. Concernant un autre dossier sensible, le nucléaire civil, les Etats-Unis et l'Arabie saoudite signeront un accord-cadre lors de cette visite, a déclaré lundi une source proche du dossier sous couvert d'anonymat.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LA FRANCE, L'ALGÉRIE ET DES INTÉRÊTS À BIEN COMPRENDRE

Le ministre de l'Intérieur français veut teindre les relations tendues entre Paris et Alger d'une sagesse qu'il juge nécessaire. Ses dernières déclarations sont à priori à l'opposé de celles de son prédécesseur et affirment que la diplomatie française sur le sujet a été contre-productive pour les deux pays. Il s'est avancé à affirmer qu'il projette de se rendre à Alger le mois prochain en accord avec les autorités algériennes sans fixer une date précise.

Le voyage annoncé hors circuit officiel nécessite cependant, et on le comprend, une entente commune entre les responsables des deux pays et réclame une clarification sérieuse et profitable sur le contenu de la visite. En toute logique, après les remous provoqués par la droite et l'ex-

trême droite françaises, la logique veut que l'on s'entende au préalable sur la nature et le menu des dossiers à mettre sur la table pour que les intérêts des deux pays concordent.

Dans ses déclarations ne manquant pas de retenue et illustrant un changement de cap de la diplomatie française, l'axe a été mis sur le besoin de s'entendre sur des politiques conjointes à mener contre le chaos qui embrase le Sahel et la lutte contre le terrorisme. Obligé, l'abord renvoie à une revue sérieuse et

profonde de la situation régionale avec justice et sans parti-pris. Tout le bassin méditerranéen y trouvera à gagner en paix et en progrès.

A première vue, la nouvelle volonté de Paris se résume à réduire la venue à Alger du ministre au seul dossier du terrorisme. Il sera tenté de reproduire le sujet usé des refoulements et des OQTF arguant ses prérogatives limitées à la seule politique intérieure française. Un faux-fuyant diplomatique n'est pas à écarter pour réduire la teneur des discussions et les renvoyer à d'autres plus hautes sphères décisionnelles. Or, pour que les relations algéro-françaises soient aplanies et dégagées de toutes arrières-pensées ou de calculs réduits, il s'agit d'ouvrir le grand dossier de ces relations avec sagesse, respect et bienséance.